



Le Village de l'économie sociale et solidaire

*Bilan et perspectives
synthèses des débats*

SOMMAIRE

Bilan et perspectives du « Village de l'économie sociale et solidaire »	p 3
Conférences plénières : Synthèses et textes d'intention	p 13
Séminaires : synthèses.....	p 21
Ateliers : synthèses.....	p 51
Compte rendu de la rencontre entre acteurs du « Village de l'économie sociale et solidaire » du 15 novembre 2003 – Evaluation « à chaud » de l'initiative	p 74
« L'Economie sociale au Forum Social Européen » par <i>Gérald RYSER</i>	p 79

Par Laurent Fraisse, MES/PSES (intégrant le texte de Louise Eveno, MES, pour l'historique du village).

HISTORIQUE

Pour bien comprendre la dynamique du Village de l'économie sociale et solidaire (VESS), il convient de retracer un court historique des relations entre les réseaux de l'économie sociale et solidaire et le mouvement altermondialiste.

Plusieurs événements sont à prendre en compte pour appréhender la genèse des croisements entre économie solidaire et mondialisation :

- (1) D'abord, le premier *Symposium globalisation de la solidarité* organisé à Lima¹ (juillet, 1997) qui permet à un certain nombre d'acteurs et de réseaux sud-américains, québécois, africains et européens de poser la question des rapports entre initiatives et organisations d'économie solidaire et mondialisation. Pour la France, la participation de plusieurs réseaux à cet événement a pour effet de renforcer la dynamique émergente de l'Inter-réseaux d'économie solidaire (IRES) en France². Cette dynamique sera poursuivie et amplifiée au second *Symposium* à Québec en 2001.
- (2) La seconde dynamique à prendre en compte est celle du Pôle de socio-économie solidaire (PSES)³ qui se met en place dans le cadre de l'alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH). Ce réseau co-animé notamment par Philippe Amouroux (FPH), Laurent Fraisse (Crida) et Marcos Arruda (PACS, Brésil) a notamment permis de tisser des liens entre réseaux européens et sud-américains à travers un certain nombre de rencontres sur des thèmes comme le commerce équitable, l'économie solidaire, les monnaies sociales, femmes et économie, les finances solidaires... Ces liens ainsi qu'un appui logistique (liste électronique) faciliteront la mobilisation des acteurs et réseaux pour l'organisation des événements économie solidaire lors des FSM de Porto Alegre.
- (3) Il est aussi important de mentionner la présence et l'investissement du Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire (SEES) aux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre en 2001 et 2002. En outre, toute une série d'acteurs et de réseaux proches de la mouvance économie sociale et solidaire comme Patrick Viveret (Reconsidérer la richesse), Henri Rouillé d'Orfeuill (Finansol, Coordination Sud), Bernard Pinaud (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement, C.R.I.D.), Michèle Dessenne (SEES, ATTAC) s'investissent dès le début dans ce que l'on n'appelle pas encore le mouvement altermondialiste.
- (4) Enfin, il convient de prendre en compte la dynamique propre de l'économie solidaire au Brésil qui monte en puissance et les connections de ses animateurs (Marcos Arruda, Paul

¹ Pour les actes de cette rencontre, cf. *Symposium Internacional Globalizacion de la solidaridad*, Grupo Internacional de Economia Solidaria (GES), Centro de estudios y publicaciones (CEP), juin 1998, Lima.

² L'Inter-réseaux de l'économie solidaire se met en place suite à un article, « Appel en faveur de l'ouverture d'un espace pour l'économie solidaire », paru dans le Monde Initiatives le 18 juin 1997 et signé par 18 organisations et réseaux.

³ Pour une présentation des activités du PSES, voir le site internet : <http://www.socioeco.org/fr/>

Singer...) avec les organisateurs du Forum social de Porto Alegre⁴. Ces liens se concrétisent par la programmation d'une des seize conférences du Forum social Mondial 2002 sur le thème de l'économie solidaire, ainsi que de plusieurs séminaires. Cet événement est l'occasion d'une mobilisation de quelques réseaux français (IRES, Collectif engagement citoyens dans l'économie, Artisans du Monde, Max Havelaar, Frères des Hommes...). Les activités d'économie solidaire prendront encore plus d'ampleur au FSM 2003.

Cette genèse nous semble importante pour appréhender, d'une part, l'inscription progressive des réseaux d'économie sociale et solidaire français dans la mouvance altermondialiste (ce qui n'est pas forcément le cas dans tous les pays) et, d'autre part, le réseautage souvent informel qui sera activé pour la mise en place du village de l'économie sociale et solidaire (VESS) au FSE 2003.

Economie solidaire et Forum social Européen de Florence

Lors du second Forum social mondial de Porto Alegre, le Comité international⁵ décide d'encourager l'organisation de forums sociaux aux niveaux continental et national. C'est aussi à cette occasion que les villes organisatrices des premiers forums européens sont arrêtées : Florence (2002) et Paris-St-Denis (2003).

A Florence (novembre 2002), les acteurs et les réseaux de l'économie sociale et solidaire étaient présents à travers l'organisation d'une conférence, de plusieurs séminaires et ateliers. L'acceptation de la thématique économie solidaire dans les grands débats du FSE n'a pas été évidente (cf. la partie sur les enjeux) pour des acteurs et initiatives souvent méconnus par les syndicats, ONG et autres réseaux moteurs du mouvement altermondialiste. Les italiens Giorgio Dal Fiume (CTM Altromercato, commerce équitable/boutiques du Monde), Andréa Saroldi (Réseau Lilliput), Giovanni Acquati (Mag 2 Finance, finance solidaire), Fabio Salviato (Banca etica, finance solidaire) sont pour beaucoup dans la tenue des échanges sur l'économie sociale et solidaire à Florence. Côté européen, il est important d'indiquer le soutien important de la CECOP et du PSES (qui a mis en place une liste électronique de discussion).

Trois séminaires pouvaient être identifiés comme appartenant à la mouvance économie sociale et solidaire : le séminaire « Résister et construire : une autre économie est possible » (participation CECOP, UR SCOP IDF, PSES, M.E.S., REAS Espagne...), le séminaire « Finance alternative et micro-crédit » (participation de Finansol/FEBEA, Banca etica, Cerise/PSES, Consiglio d'Europa, Inaise) et une série d'ateliers sur les monnaies locales (participation des Banques du temps, du Collectif nouvelles richesses, Strohalm, des SEL et LETS...). Au-delà de l'usage de concepts multiples (économie solidaire, économie sociale, économie alternative, économie participative), il est intéressant de constater que les thèmes dominants de la mouvance économie solidaire étaient la finance éthique et solidaire, le commerce équitable et la consommation responsable, les monnaies sociales.

L'intérêt du FSE de Florence a été triple : (1) l'inscription du thème de l'économie sociale et solidaire dans les débats du forum ; (2) un apprentissage de l'organisation des forums sociaux

⁴ Pour une présentation de l'impact des activités du FSM de Porto Alegre sur la nomination d'un Secrétariat à l'économie solidaire au Brésil, cf. P. Singer, « Brésil : le pari du changement », *Cultures en mouvement*, n°62, novembre 2003.

⁵ Pour une compréhension de la genèse des Forums sociaux et de leur mode de fonctionnement, on peut utilement se reporter à l'ouvrage de B. Cassen, *Tout à commencer à Porto Alegre*, La Découverte, 2003.

qui sera précieux dans la réussite du VESS ; (3) enfin l'implication d'acteurs et réseaux de l'économie sociale à travers la CECOP et l'UR SCOP IDF.

La préparation du Forum social européen de Paris-St-Denis

En février 2003, le M.E.S. (Mouvement pour l'économie solidaire) , le C.R.I.D. et le C.E.C.E. (Collectif Engagements citoyens dans l'économie) prennent l'initiative de convier les acteurs de l'économie sociale et solidaire à une rencontre destinée à la préparation du Forum Social Européen de Paris / Saint-Denis de novembre 2003 . L'objectif est de se concerter pour construire des propositions destinées à nourrir cet événement . A l'issue de cette réunion animée par Bernard Pinaud (CRID) et Laurent Fraisse (Crida/M.E.S.), il est décidé de s'articuler avec les groupes de travail de préparation du F.S.E. au niveau français et de participer aux réunions européennes de préparation du FSE.

Mode de fonctionnement de la coordination :

A partir du mois de mars 2003 , des réunions régulières se sont tenues , dans la salle de réunion du M.E.S., au rythme de deux par mois d'avril à juillet et en septembre , quatre au cours du mois d'octobre.

Progressivement, les objectifs de la coordination économie sociale et solidaire pour le FSE sont précisés. Il s'agit (1) de rassembler l'ensemble des acteurs et réseaux européens ; (2) d'informer et rendre visible des pratiques économiques différentes ; (3) d'échanger et construire des propositions pour une autre Europe et (4) de débattre avec les différentes composantes du mouvement altermondialiste.

Pour cela, il est décidé de participer aux différentes instances de coordination du FSE pour faire reconnaître la problématique économie sociale et solidaire dans les conférences et séminaires et de monter un espace comme, un « Village », permettant de rendre visible l'économie sociale et solidaire dans un site unique . A cette date , une cinquantaine de personnes représentant 43 organisations avaient participé aux rencontres.

Afin de permettre une information permanente entre les participants et de s'ouvrir aux réseaux européens , il est décidé de mettre en place un outil électronique d'échanges , géré par la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH) : deux listes sont établies : une liste « fse-vilsol » , réservée aux acteurs parties prenantes de la coordination , destinée au montage du projet de « Village » ; une liste ouverte « fse-ecosol » , liste européenne , destinée à transmettre les informations et à échanger sur l'organisation des différents événements , en français et en anglais .En même temps , est lancé un appel à une présence européenne de l'économie sociale et solidaire au F.S.E. avec la mise en place d'un « Village de l'économie sociale et solidaire » « parce qu'une autre économie est possible ».

En mars, la décision est prise de suivre le groupe de travail français « Programme » et de participer à l'Assemblée européenne de préparation des 26 et 27 avril à Berlin. Ce projet , présenté par Isabelle Plouchard, de la Fédération Artisans du Monde et Gérald Ryser , de l'U.R.SCOP I.de France , est acté par l'Assemblée européenne de préparation de Berlin (avril 2003).Il est ensuite officialisé par le secrétariat français d'organisation du F.S.E. En liaison avec la mairie de Saint-Denis , un site est trouvé pour ce « Village de l'économie sociale et solidaire » :ce sera « l'Usine », à Saint- Denis.

A partir de cette date, le collectif économie sociale et solidaire pour le FSE s'organise pour se faire représenter au Secrétariat d'organisation⁶ du FSE. Isabelle Plouchard (Fédération

⁶ Le Secrétariat d'organisation est comme son nom l'indique l'instance qui se réunit une fois par semaine pour mettre en œuvre les décisions du Comité d'Initiative Français et des différents groupes de travail (programme, restauration...). Le MES avait sensibilisé le S.O. à travers la participation active de Charles Bouzols.

Artisans du Monde), Gérald Ryser (UR Scop I.D.F.), Madeleine Hersent (M.E.S.), Laurent Fraisse (Crida/M.E.S.) et Philippe Amouroux (FPH) se relayeront pour participer au Secrétariat.

En juillet 2003 , la coordination décide de soutenir des intervenants dans deux conférences plénières : Gérald Ryser (U.R.SCOP.I.D.F.) pour le thème « Créer et répartir les richesses autrement » et Anne-Françoise Taisne (présidente de la Fédération Artisans du Monde)pour le thème« Mode de production et de consommation soutenable...place de l'économie sociale et solidaire , ...le commerce équitable ».

Des groupes de travail sont formés : village et financement , programme et communication. La coordination met au point un budget financé par les organisations et réseaux qui apportent leur soutien au « Village » .

La surface disponible à l'Usine permet l'implantation de 24 stands , dont l'attribution est affectée aux structures et réseaux en ayant fait la demande , parfois regroupés , avec l'objectif de montrer la diversité des acteurs de l'économie sociale et solidaire .

Un recensement des séminaires proposés par les membres de la coordination permet , grâce à un travail intense de lobbying , notamment à l'Assemblée européenne de préparation de Bobigny des 27 ,28 et 29 septembre 2003 , d'obtenir , malgré les regroupements imposés par le comité «Programme » français , le maintien de la quasi- totalité des séminaires soutenus par le « Village ».

La nécessité de faire connaître l'existence du «Village » conduit à définir une politique de communication : création d'un site internet , élaboration d'une plaquette de présentation , d'une affiche , d'un macaron , mise au point d'un programme listant les conférences , séminaires et ateliers soutenus par le « Village » ainsi que les expositions et événements festifs proposés.

Le vendredi 7 novembre , est organisée une conférence de presse sur le site de «l'Usine. A cette occasion, le Maire de Saint – Denis donne son accord pour que le « Village de l'économie sociale et solidaire » soit présenté lors de la réunion d'ouverture du F.S.E. à Saint – Denis le mercredi 12 novembre au soir .

Dès le jour de l'ouverture , des programmes sont mis à la disposition des participants au F.S.E. , dans tous les lieux d'accréditation .

Plus d'une centaine d'organisations , françaises mais aussi européennes , ont apporté leur soutien au « Village de l'Economie Sociale et Solidaire ».

LES ENJEUX

Les enjeux du village de l'économie sociale et solidaire (VESS) sont multiples compte tenu de la complexité même de l'organisation d'un événement comme le Forum social européen et de la pluralité d'acteurs et de réseaux qui s'y impliquent. Seule une analyse fine de réseau permettrait de reconstruire les stratégies individuelle et collective à l'œuvre de chaque acteur et organisation dans l'élaboration des enjeux de l'économie sociale et solidaire au FSE. Cependant sur la base des réunions préparatoires au FSE et au VESS, il nous semble possible de distinguer différents niveaux d'enjeux et de stratégies d'acteurs.

Les enjeux politico-idéologiques liés au mouvement altermondialiste

Le premier enjeu identifiable est celui *de la double reconnaissance de l'économie sociale et solidaire* d'une part, comme thématique des débats et d'autre part, comme composante à part entière du mouvement altermondialiste français. Pour bien comprendre ce premier enjeu, il convient d'évoquer l'originalité du fonctionnement des forums sociaux. En effet, les

dynamiques du FSM sont l'exemple type des formes de fonctionnement en réseau qui traverse les nouveaux mouvements sociaux⁷. Les enjeux de pouvoirs et les stratégies politiques s'en trouvent déplacés. Cette mutation n'a pas été toujours bien comprise par les élites politique, syndicale et médiatique. Il n'existe pas de conseil d'administration ou de bureau politique de l'altermondialisation avec des dirigeants élus et représentatifs, même s'il y a des figures médiatiques (José Bové, Bernard Cassen...) et des organisations influentes (ATTAC). Il n'y a donc pas de postes à prendre, de direction à conquérir comme dans un parti, un syndicat ou même une association. Il n'y a pas non plus de programme commun de l'altermondialisation, ni de déclaration finale distribuée à l'issue des forums sociaux, mais une multitude de propositions (annulation de la dette des pays du tiers monde, taxe Tobin, démocratisation des institutions internationales, subordination du droit commercial aux droits sociaux et environnementaux, suppression des paradis fiscaux., décroissance soutenable...) et d'expérimentation (commerce équitable, logiciels libres, médias alternatifs...).

Les enjeux de pouvoirs se sont donc déplacés. On peut les repérer au niveau du contrôle et de l'organisation des espaces publics sur la mondialisation. Autrement dit, les tensions politiques portent moins sur l'accession aux postes de responsabilité que sur le choix des thématiques et des intervenants dans les débats au forum. Plus spécifiquement, l'enjeu était de démontrer aux réseaux organisateurs du FSE de Paris-St-Denis qu'un certain nombre d'initiatives de l'économie sociale et solidaire sont porteuses d'alternatives au néo-libéralisme. Cela n'a pas été évident car toute une partie de la mouvance altermondialiste, plus tournée vers la défense des services publics et le renforcement des régulations étatiques, était méfiante vis-à-vis de l'économie sociale et solidaire parfois accusée d'être une sorte de « cheval de Troie » du néo-libéralisme participant au démantèlement de l'Etat-providence.

Le second enjeu est plus idéologique. Comme de nombreux commentateurs l'ont souligné, les composantes du mouvement altermondialiste sont très hétérogènes, tant du point de vue des projets que des cultures politiques. Cela se traduit notamment par une pluralité de conceptions et de stratégies du changement social. A ce niveau, le message des acteurs de l'économie sociale et solidaire présents au FSE (l'affichage au sein du mouvement altermondialiste étant déjà une posture qui divise les familles de l'économie sociale et solidaire) peut se résumer ainsi : pas de résistance sans construction, pas de contestations sans expérimentations et propositions. Dit autrement, une posture purement dénonciatrice qui ne voit que dans les luttes sociales les moyens des changements nécessaires pour la construction d'une autre mondialisation, plus juste et solidaire, est largement réductrice si elle ne s'appuie pas sur des expériences et innovations en particulier dans le champ socio-économique. Comme l'indiquait la brochure du VESS, « la construction d'un autre modèle de développement en Europe passe tout autant par la contestation politique que par d'autres manières de travailler, consommer, épargner, échanger... ». D'une certaine manière, les changements s'inventent aussi au quotidien dans la mise en pratique de valeurs quitte à se « salir les mains » et à assumer les contradictions qui sont le lot quotidien des entrepreneurs sociaux.

Mais, en filigrane, l'enjeu pourrait être d'une importance plus redoutable si l'on considère que le mouvement altermondialiste émerge une dizaine d'années après la chute du mur de Berlin et une vingtaine d'années après le déclin du marxisme dans le paysage intellectuel français. Certains (Julliard, 2003) voient le mouvement altermondialiste comme un retour à une sorte d'indignation morale devant l'impuissance des politiques pour juguler les forces économiques de la mondialisation. En cela, les mouvements actuels de contestation renoueraient avec les

⁷ Pour une tentative d'analyse des conséquences politiques de l'organisation en réseau dans le monde associatif, voir « S'organiser en réseau : une mutation de l'espace public associatif », L. Fraisse in J. Haeringer et F. Traversaz, *Conduire le changement dans les associations*, Dunod, Paris 2002, pp.117-127.

premières formes de socialismes utopiques pré-marxistes qui étaient aussi issues d'un sentiment de révolte face à la paupérisation du monde ouvrier dans la première partie du XIX^{ème} siècle. Or, dans les premiers pas du socialisme associationniste (Laville, Chaniel), les alliances entre les syndicats ouvriers naissants et les premières coopératives et sociétés de secours mutuels étaient beaucoup plus imbriquées qu'elles ne l'ont pu l'être par la suite. Ce n'est que plus tardivement que l'économie sociale et le mouvement syndical prendront leurs distances dans leurs projets politiques comme dans leurs modes d'action. D'une certaine manière, les forums sociaux peuvent être aussi perçus comme de nouveaux lieux de dialogue et d'alliances entre réseaux de l'économie sociale et solidaire et les autres composantes (syndicats, ONG) du mouvement altermondialiste⁸, là où l'histoire avait provoqué de forts cloisonnements idéologiques et institutionnels.

Il est intéressant de constater la différence de positionnements entre acteurs et réseaux de l'économie sociale et solidaire vis-à-vis de la participation au FSE. Là où l'engagement dans le mouvement altermondialiste va de soi pour les réseaux d'économie solidaire (la question étant moins s'il faut ou non y aller mais comment et avec qui ?), les familles traditionnelles de l'économie sociale sont apparues plus hésitantes. Sans aller jusqu'à faire de cette divergence d'engagements un critère de clivage entre économie sociale et économie solidaire, on peut essayer d'émettre plusieurs hypothèses pour l'expliquer.

1. Une première hypothèse tient à *des différences idéologiques vis-à-vis de la mondialisation néo-libérale*. L'émergence des nouvelles initiatives d'économie solidaire est concomitante avec le processus de mondialisation. D'une certaine manière, ces innovations sont à la fois des éléments de résistance à la marchandisation des modes de vie et des éléments de réponse aux défis socio-économiques des sociétés européennes. (a) Défi du chômage et de l'exclusion avec un ensemble d'initiatives d'économie solidaire qui cherchent à créer de l'activité économique, de l'emploi et du lien social avec et pour les chômeurs dans des zones urbaines ou rurales en difficulté. (b) Défi de l'égalité homme/femme avec la création de services de proximité qui se sont multipliés en Europe pour éviter que les domaines traditionnels des services sociaux (soins, santé, services aux personnes, ...), comme les activités nouvelles dans des services émergents (sport, culture, ...), ne soient accaparés par une logique marchande. En Europe, le mouvement de tertiarisation des économies favorise les innovations des femmes, car elles sont les premières concernées par des services qui étaient autrefois assurés dans la sphère familiale. (c) Défi des inégalités Nord-Sud avec le mouvement du commerce équitable qui cherche un partage plus « juste » de la valeur ajoutée entre petits producteurs du Sud et consommateurs du Nord en assurant un système de prix garanti. (d) Défi d'un autre rapport à l'argent avec l'ensemble des institutions de la finance solidaire et les expériences de monnaies sociales (SEL, LETS...). (e) Défi de la préservation de l'environnement avec les recycleries, les jardins communautaires et les magasins biologiques. Là où les familles traditionnelles de l'économie sociale ont accompagné l'émergence de la société industrielle et la construction des Etats-providences, les initiatives d'économie solidaire s'inscrivent davantage dans les nouveaux enjeux sociétaux des sociétés post-industrielles.
2. Une seconde hypothèse tient à *des différences de conceptions du changement social*. Ces différences se cristallisent dans les rapports aux institutions, à l'adoption d'une posture critique, aux alliances avec d'autres mouvements sociaux. Si les réseaux de l'économie solidaire se sont impliqués depuis l'origine dans le mouvement altermondialiste, c'est

⁸ Nous hésitons ici à parler de mouvement social au sens de Touraine compte tenu de l'hétérogénéité sociologique du mouvement altermondialiste et de l'absence de projet de société explicite qui organiserait l'action de ces composantes.

parce qu'ils ont conscience que les réussites micro-économiques ne pourront se développer sans changer les régulations macro-économiques. L'idéologie néo-libérale qui réduit l'économie au marché, l'entrepreneuriat à la recherche du profit et le développement à la croissance tend à cantonner l'économie solidaire à un tiers secteur d'insertion sociale destiné à prendre en charge les victimes de la mondialisation. Il y a bien un risque que le micro-crédit, le commerce équitable, l'insertion par l'économique ne visent seulement à permettre aux exclus d'accéder aux marchés du crédit, des biens ou du travail sans en contester les règles générales de fonctionnement. La solidarité est alors limitée à celle des riches vers les pauvres se limitant à de nouvelles formes de charité. Etre porteurs d'un autre modèle de développement dépend de la capacité des acteurs et des réseaux de l'économie solidaire à faire reconnaître d'autres formes d'entrepreneuriat, à faire valoir les bénéfices sociaux qu'ils produisent et à faire évoluer les représentations de l'économie et de la richesse. D'où l'importance d'une alliance avec le mouvement altermondialiste pour ouvrir des espaces publics de contestation de l'emprise du modèle marchand et capitaliste sur la vie sociale. Là où une partie de l'économie sociale se méfie de toute forme de contestation publique, les acteurs de l'économie solidaire savent que la manifestation de forme de radicalité n'est pas toujours une posture mais une nécessité pour créer des espaces publics de débat face à la surdité des logiques politico-administratives (Eme).

3. une troisième hypothèse tient à *des différences de cultures institutionnelles et organisationnelles*. Cette divergence institutionnelle peut s'illustrer dans la pluralité des stratégies pour promouvoir une Europe sociale et politique qui peut être considéré comme un objectif commun de l'économie sociale et solidaire. Là où les réseaux de l'économie sociale jouent principalement la carte du lobbying et du dialogue institutionnel auprès des instances communautaires (DG entreprise, Parlement européen, Présidences de l'UE, conférences européennes de l'économie sociale), les acteurs et réseaux de l'économie solidaire sont plus enclins à penser que la contestation politique peut être une stratégie nécessaire pour faire bouger les représentations et faire connaître un certain nombre d'enjeux et de pratiques. Cette différence quant au rapport à l'institution recoupe en partie une différence de cultures organisationnelles. Là où les organisations de l'économie sociale valorisent fortement des statuts qui reproduisent sur une base électorale les mécanismes de la démocratie représentative au sein des organisations productives, les organisations de l'économie solidaire expérimentent des formes d'organisation en réseau, plus ou moins formalisées, où la légitimité des processus de décisions tient autant à la participation effective à des projets collectifs qu'à l'élection des dirigeants par des adhérents. D'une certaine manière la représentation et l'adhésion par projets vient percuter l'élection et la cotisation dans les modes de légitimation de l'action collective (Fraisie, 2002). Or, le Forum social européen est l'exemple type de l'organisation par réseau où les procédures de décision relèvent moins d'une logique de représentativité fondée sur le nombre d'adhérents ou le poids économique des organisations que sur la capacité à se mobiliser, à participer, à se connecter, à travailler en transversalité dans le cadre de formes de démocratie plus participative et plus « dialogique » (Callon, Lascoume...). Cette forme de fonctionnement convient assez bien aux acteurs de l'économie solidaire. A l'instar des partis et syndicats traditionnels, elle peut de prime abord déconcerter les dirigeants de l'économie sociale.
4. Une quatrième tient à *une différence dans les stratégies de reconnaissance et de légitimation*. Il est clair que la légitimité des acteurs et organisations de l'économie sociale est bien plus établie que celle des réseaux d'économie solidaire. Dès lors, il est possible d'interpréter l'investissement des réseaux de l'économie solidaire au FSE comme la

recherche de nouveaux espaces de légitimation via l'international et le mouvement altermondialiste.

Du côté de l'économie sociale, il nous semble pouvoir repérer trois positions vis-à-vis du FSE que l'on peut déterminer de façon externe⁹ à partir du degré de participation à l'organisation du VESS: (1) l'engagement militant dans le FSE qui renoue avec une tradition du mouvement coopérativiste qui défend au delà de la reconnaissance d'un statut (entreprises non capitaliste sur le marché) un modèle de développement incompatible avec le néo-libéralisme ; (2) une position pragmatique qui vient participer au VESS pour mieux comprendre le mouvement altermondialiste et toucher un large public militant ; (3) un refus politique (une partie du mouvement mutualiste, les associations sanitaires et sociales) de s'afficher avec une mouvance dont les composantes et les pratiques n'apparaissent pas toujours «politiquement correct ». Tout le mérite du VESS est d'avoir dédramatisé la participation de l'économie sociale traditionnelle au FSE.

Les enjeux organisationnels

Souvent minorés, les enjeux organisationnels sont au cœur de la réussite des forums sociaux. Il ne faut pas oublier qu'un événement du type des forums sociaux, ce sont 50000 personnes pendant 3 jours venant de différents pays d'Europe. La réussite d'un tel événement est d'autant plus impressionnante que, contrairement à des manifestations sportives et culturelles de même ampleur, le FSE n'est pas le résultat d'une organisation centralisée autour d'un comité de pilotage composé de politiques et de professionnels, mais la convergence d'une multitude de micro-mobilisations militantes mises en réseau.

Du point de vue du VESS, l'enjeu était triple :

- (1) Faire converger les différentes initiatives des composantes de l'économie solidaire (Mouvement pour l'économie solidaire, acteurs du commerce équitable, acteurs de la finance solidaire, systèmes d'échanges locaux, organisations de solidarité internationale...) qui travaillent trop souvent dans une logique de filière ou sectorielle.
- (2) Faire travailler ensemble les organisations de l'économie sociale et solidaire en tenant compte de la diversité des objectifs de chacun, des cultures organisationnelles, de travail et militantes différentes. A ce niveau, la coordination a su faire jouer à plein les complémentarités en fonction des moyens et des disponibilités de chacun. Ainsi les séminaires économie sociale et solidaire tout comme la conception du village ont été portés collectivement et de manière tournante dans les différents lieux de coordination et de décision du FSE tant au niveau français qu'européen.
- (3) Trouver un équilibre économique qui prenne en compte l'inégale réalité des ressources des organisations d'économie sociale et solidaire et qui combine ressources monétaires et bénévoles. A ce niveau, l'équilibre financier du village a été trouvé à partir d'une tarification dégressive des stands qui reconnaissait l'inégal poids économique de l'économie sociale et solidaire, mais aussi d'une forte mobilisation militante venant principalement du fait des réseaux d'économie solidaire. Il est important de noter que le VESS n'a reçu aucune subvention publique à l'exception d'une mise à disposition des salles de l'Usine par la ville de St-Denis.

⁹ Externe au sens où nous n'avons pas d'informations sur les débats internes qui ont pu traverser les organisations de l'économie sociale pour décider de leur participation au FSE. Les critères pour établir ces trois positions reposent la participation active à la préparation du FSE et VESS (position 1), la participation au FSE (position 2), la non participation au FSE (position 3).

LES RESULTATS

Les résultats du VESS sont multiples et largement positifs.

- (1) La formation d'une coalition économie sociale et solidaire d'une centaine d'organisations (pour la liste complète, cf. le site du VESS, <http://www.villagesociauxolidaire.org>) ;
- (2) La participation active et tournante au Comité d'Initiative Français (CIF) et au Secrétariat d'organisation du FSE permettant une reconnaissance de l'économie sociale et solidaire comme une composante du mouvement altermondialiste français ;
- (3) La conception d'un programme commun donnant une visibilité d'ensemble des activités (panels, séminaires, ateliers) organisées par ces organisations dans le cadre du FSE.
- (4) La coordination de huit séminaires avec intervenants français et européens, d'économie sociale et solidaire : « Une autre entreprise est possible », « S'engager au quotidien pour une autre économie », « Economie sociale et solidaire et mouvements sociaux », « La finance sociale et solidaire », « Le commerce équitable et la régulation du commerce international », « Systèmes d'échanges locaux et systèmes monétaires régionaux », « Construire le territoire autrement ».
- (5) 24 stands représentant la diversité de réseaux d'économie sociale et solidaire (CEGES, CECOP, UR SCOP IDF, Credit Coopératif, Finansol, Artisans du Monde, Biocoop, MES, Minga, MDS, CRID, CCFD, CNLRQ, Réactives, Femmes actives, REVES, ATTAC...).
- (6) Un équilibre financier tenant compte des ressources de chaque organisation et sans subvention publique ;
- (7) L'animation d'un lieu convivial. Le succès du VESS tient à cette combinaison de débats, des stands, des expos, des espaces de restauration, des soirées festives, ainsi qu'un espace de présentation et d'échanges de produits équitables, biologiques ou artisanaux. Tout ceci a créé pendant 3 jours un lieu convivial qui a été reconnu par le Comité d'Initiative Français comme l'une des réussites du FSE. L'unité de lieu ainsi que la mobilisation et la communication commune y ont été pour beaucoup.
- (8) Une forte participation. Même si aucun chiffre n'a été établi (le Village était un lieu ouvert comme tous les lieux du FSE sans véritable contrôle à l'entrée), plusieurs signes ne trompent pas : des séminaires de 200 personnes pleins à craquer, les animateurs étant obligés de refuser du monde à l'entrée ; un grouillement permanent au niveau de l'espace restauration et bar qui ne désemplissait pas ; une satisfaction générale des animateurs des stands du fait des nombreuses sollicitations des participants du FSE de passage au VESS.

LES PERSPECTIVES

Plusieurs perspectives peuvent être identifiées :

- (1) La poursuite de collaboration dans le cadre de futur du forum social européen de Londres mais aussi des prochaines conférences européennes de l'économie sociale. A ce niveau, la difficulté tient au coût de l'engagement européen en particulier pour les réseaux de l'économie solidaire, qui n'ont pas toujours les moyens de s'investir à long terme dans des mobilisations européennes. Compte tenu des ressources limitées de chacun, les réseaux sont amenés à faire des choix stratégiques. L'enjeu est sans doute de faire jouer les complémentarités entre l'engagement dans les forums sociaux dans lesquels l'économie solidaire est davantage moteur et la participation aux conférences européennes de l'économie sociale.
- (2) De possibles coopérations entre organisations de l'économie sociale et solidaire au niveau régional des CRES, notamment en Ile-de-France. Le FSE a favorisé l'esprit de dialogue et d'ouverture qui peut renforcer les coopérations locales. Pour cela, il convient d'approfondir une compréhension mutuelle des objectifs et modes de fonctionnement de chacun. Là où les

dirigeants de l'économie sociale ont tendance à privilégier les processus d'institutionnalisation en proposant une représentation collégiale à l'intérieur des CRES, les réseaux de l'économie solidaire sont tout autant demandeurs de coopérations économiques concrètes que d'actions collectives à caractère politique, économique ou pédagogique à partir d'un projet ponctuel (type FSE).

(3) L'élaboration de propositions communes pour l'économie sociale et solidaire en Europe.

(4) Un renforcement des mobilisations au niveau européen.

L'ensemble de ces perspectives seront discutées dans la réunion bilan Village du 24 avril 2004.

LES LIMITES

Les limites tiennent à la spécificité de l'organisation des forums qui sont des événements ponctuels, organisés en réseau et dont il est difficile de mesurer l'ensemble des impacts et la force des liens créés entre acteurs et réseaux. A ce niveau les contacts établis n'étant pas concrétisés à travers une organisation, ils peuvent apparaître bien fragiles au regard du contexte politique et économique actuel.

Une autre insuffisance tient à la mobilisation européenne. Si la diversité européenne était présente dans les intervenants des séminaires, c'était moins vrai au niveau de la participation au village. Cette absence pose une difficulté pour assurer la continuité de la thématique et de la mobilisation d'un forum social à l'autre. C'est notamment le cas pour le prochain FSE de Londres compte tenu de la faible présence des réseaux anglais.

Enfin, il faut aussi souligner les risques de surenchère politique que la dynamique et l'agenda des FSE peut engendrer, l'ensemble de l'énergie militante des acteurs et des réseaux étant concentré dans l'organisation de tels événements.

Conférences plénières

Synthèses et textes d'intention

Axe 3 - thème 3 :

Créer et répartir les richesses autrement : les politiques monétaires, budgétaires et fiscales favorables à l'emploi. Contre le dumping fiscal, briser la puissance des marchés financiers, responsabilités sociales et environnementales des entreprises, éco-fiscalité, territoires et mondialisation

.....page 14

Axe 3 - thème 5 :

Modes de production et de consommation soutenable, écologie et préservation de l'écosystème, contre la marchandisation de l'environnement, place de l'économie sociale et solidaire, la question de la croissance, le commerce équitable.

.....page 18

AXE 3 - CONTRE LA LOGIQUE DU PROFIT, POUR UNE SOCIETE DE JUSTICE SOCIALE, ECOLOGIQUEMENT SOUTENABLE ET POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Thème 3. Créer et répartir les richesses autrement : les politiques monétaires, budgétaires et fiscales favorables à l'emploi. Contre le dumping fiscal, briser la puissance des marchés financiers, responsabilités sociales et environnementales des entreprises, éco-fiscalité, territoires et mondialisation

Intervenants :

- Gérald RYSER Sociétés coopératives ouvrières de production(France),
- Piotr IKONOWICZ Association de Chômeurs (Pologne),
- Abdeljelil BEDOUI Association des Tunisiens de France,
- Mag WOMPEL Labour Net (Germany),
- Marcelo FURTADO Greenpeace International (Brazil)

TEXTES D'INTENTION :

1. GERALD RYSER - Sociétés coopératives ouvrières de production

Une autre économie est possible !

L'ensemble des différentes familles de l'économie sociale et solidaire est en capacité de proposer une alternative économique respectueuse de l'environnement au modèle de développement actuel (2 milliards de personnes souffrent de carences alimentaires graves, 80 % du revenu mondial est absorbé par 17 % de la population mondiale...) Elles affirment que l'économie doit être au service des hommes et des femmes et non du capital et de la finance, que la démocratie (un homme/une femme = 1 voix) doit régir l'ensemble de la sphère économique...

Propositions alternatives

Les coopératives de production avec leurs principes de démocratie et de répartition égalitaire des richesses, le commerce équitable et son corollaire la consommation citoyenne, les mutuelles avec leurs fondamentaux que la santé n'est pas une marchandise, les banques et les finances solidaires, les initiatives d'économie solidaire, régies de quartier, initiatives de femmes, services de proximité, système d'échanges locaux, organisations de solidarité internationale... sont de véritables alternatives, pour autant qu'un lien se crée entre l'économie sociale et solidaire, les syndicats et les mouvements sociaux.

2. Piotr IKONOWICZ - Association de Chômeurs polonais

L'Europe centrale et orientale, maillon faible du système capitaliste

Nous sommes tous des post-communistes. Les Polonais, les Tchèques, les Slovaques. La terre promise de la démocratie s'éloigne parce qu'elle a échoué. Mais nous ne sommes pas habitués au cynisme du jeu officiel des apparences. Quand on me demande : D'où viens tu ? Je réponds : D'Europe centrale. C'est une vaste identité culturelle, d'expérience historique unique commune, d'efforts vains pour construire un monde plus juste. On a aboli les apparences de socialisme pour bâtir une démocratie fausse. Mais nous ne cesserons jamais de rêver. Nous croyons en l'Europe, parce que nous sommes convaincus qu'il y a une démocratie qui fonctionne. Nous ne cessons pas de répéter que notre vie n'est pas normale, qu'un jour nous mettrons en place la démocratie. La véritable démocratie, comme dans les autres pays de l'Union Européenne. Même si je sais que cela peut paraître naïf, même si la majorité perd les élections tant sur la Seine que sur la Vistule, on ne perdra pas la capacité de croire, de rêver, et ceci est un vrai potentiel révolutionnaire.

Le pouvoir oligarchique, le manque de vie associative, de société civile, la faiblesse et la corruption des syndicats, l'inégale répartition du revenu national, tout cela est en contradiction avec le niveau d'enseignement, d'éducation et d'aspirations que requiert la construction européenne. L'Europe Centrale, c'est la misère, le déficit de démocratie : on ne sait plus ni comment résister, ni comment s'organiser. Mais nous allons apprendre petit à petit. Et la plupart de la population pauvre n'a vraiment rien à perdre. Et voilà, la grande différence. Il n'y a pas de manifestations à la parisienne, nos grèves sont celles du désespoir qui fait augmenter la tension. Le capitalisme lui-même a offert de moins en moins aux troupes toujours plus maigres et avares des petits bourgeois.

Nous avons trois expériences historiques fortes de lutte : Octobre 1917, Solidarité et la destruction du mur. On vient de s'apercevoir qu'il y a un autre mur, de haine, d'égoïsme, de racisme. Il commence en Palestine, passe par Rio Grande, par les rues et les plaines d'Irak pour arriver jusqu'à l'Elbe. L'expérience de démolition des murs est présente : en Russie et à Varsovie, Budapest, à Prague et à Kiev. Nous sortons de l'isolation de Jalta et nous allons coordonner nos luttes en commençant par résister au dumping social nocif, autant pour nous que pour vous.

Propositions alternatives

Il faut commencer le dialogue sur cette " autre Europe possible". Une action d'alphabétisation organisatrice et démocratique doit commencer en Europe de l'Est par les ONG, les syndicats et les partis de la gauche radicale. Nous devons commencer par organiser des actions communes contre les mêmes corporations qui opèrent en Europe Centrale et Orientale et en Europe occidentale. Créer un réseau de communication sur les luttes sociales par Internet, téléphone, fax, poste etc. pour s'instruire mutuellement, organiser des appuis au moins symboliques (pour commencer) au niveau international Est-Ouest. S'aviser mutuellement sur les dangers du corporatisme. Elaborer une autre Constitution Européenne pour une Europe Sociale et vraiment démocratique. Organiser un comité de rédaction avec la participation de tous les mouvements sociaux et politiques de la gauche radicale de tous les pays d'Europe (25 pays).

3. Abdeljelil BEDOUI - Association des Tunisiens de France

L'impact du partenariat Euro-Med sur la dynamique de la croissance et de la répartition du produit national dans les pays du Sud

Le processus de Barcelone, engagé en 1995 a fait naître au départ beaucoup d'espoir, en particulier chez les acteurs du Sud. Le partenariat avec l'Europe était envisagé par ces derniers comme un moyen susceptible d'atténuer les nouvelles contraintes de la mondialisation dans le cadre d'un projet de co-développement Euro-Med.

Huit ans après, les résultats enregistrés n'ont pas manqué de susciter l'inquiétude et le désarroi chez les différents acteurs du Sud. En effet, inscrit dans une logique libérale et sécuritaire, ce partenariat n'a fait que reconduire jusqu'ici une gestion de type périphérique du Sud sans ouvrir de nouvelles perspectives réelles conformes à la volonté affichée par la conférence de Barcelone, relative à la promotion d'un "développement durable et partagé dans le bassin méditerranéen".

C'est ainsi que malgré une amélioration des équilibres macro-économiques, le partenariat n'a eu d'impact ni sur le rythme de croissance ni sur le contenu de l'insertion du Sud dans l'espace européen. Au contraire, on constate plutôt une tendance à l'accroissement des prélèvements du surplus généré par le Sud au profit du Nord : accroissement du déficit commercial, dégradation des termes de l'échange et des taux de change, accroissement du transfert des dividendes et des profits du Sud vers le Nord conjugué à une augmentation de l'endettement et à une faible attraction des IDE européens, etc..

Parallèlement à ces prélèvements opérés par le Nord, on assiste à une aggravation des inégalités de la répartition du produit entre les différents acteurs du Sud et ce au détriment des salariés et de la paysannerie et au profit du secteur privé local et de l'Etat. Au total, l'aggravation de la contrainte extérieure et des inégalités pèse de plus en plus lourdement sur la dynamique d'accumulation au Sud, contribuant ainsi à aggraver le chômage l'exclusion, la précarisation, la marchandisation et l'altération des conditions de reproduction de la force de travail et à alimenter des flux migratoires Sud-Nord de plus en plus croissants et incontrôlables.

4. Mag WOMPEL - LabourNet Germany

The economic policy (may it be on the level of WTO or on national levels) is unified worldwide. Regarding the objective necessities of capitalism it is in vain to call the capital for social or corresponding economic actions, may it aim at the whole national economy or at single enterprises. This is also true for the "national state" which is on the side of capitalism and so accepted the necessities of competition. The sharper international competition does not leave any space for social measures and the world wide homogeneity of the system and the high unemployment rate make them useless. Saying this I want to focus on the fact that improved labour conditions or wages can be realized only by strength - and that this realization needs(nearly) as much strength as overcoming capitalism. Saying this, in my opinion the aspirations of criticising globalization move their focus from the national or international bargaining level (NGOs and Unions) to the militancy in the work place and to social movements.

Alternative Proposals

Struggles at the level of enterprises need information and alternatives to challenge the so called necessities, so do the social movements. Both must cooperate and internationalize themselves. Those points of view will be described using examples of "LabourNet Germany" activities.

Implementation

An internationalist union movement that must see itself as a part of social movements must move away from the traditional corporate and centralized unions. Therefore it needs its own forms of organization (networking, decentralized) and non-censored flows of information. That is the only way in which the everyday union activism will be able to mobilize the highest possible number of working people (including unemployed, working poor and migrants) to self-conscious struggles and international networks.

5. Marcelo FURTADO - GREENPEACE International, Brazil

Introduction on the status of the debate on corporate accountability and liability, cases, what is the industry response and what civil society wants. The aftermath of WSSD (Johanebourg 2002). Why voluntary agreements do not work and why we need an international instrument for corporate accountability and liability to face the challenge of a corporate driven globalization.

Alternative proposals

We are proposing an international commission on corporate crimes under the United Nations system. The commission would travel around the world and host regional hearings to collect the cases and proposals for both national and international instruments on corporate accountability and liability. The final product would be a bottom-up process to deliver an international regulation that should be implemented at the national level to make corporations more accountable to their actions.

Implementation

International instrument on corporate accountability and liability that requires national implementation. The process should be bottom-up driven. The alternative will be implemented at the UN level.

Axe 3 - Contre la logique du profit, pour une société de justice sociale, écologiquement soutenable et pour la souveraineté alimentaire

Thème 5. Modes de production et de consommation soutenable, écologie et préservation de l'écosystème, contre la marchandisation de l'environnement, place de l'économie sociale et solidaire, la question de la croissance, le commerce équitable.

INTERVENANTS :

- Anne Françoise TAISNE - Fédération Artisans du Monde
- Anne Van SCHAİK Milieudefensie, Friends of the Earth Netherlands ,
- Rima AWAD Palestinian Agricultural relief Committees (PARC),
- Brigitte ALLAIN Confédération paysanne,
- Ulrich DUCHROW Kairos Europa, Germany

SYNTHESE DES DEBATS

La question d'un mode de production et de consommation soutenable est au cœur de la transformation sociale et politique à accomplir. Elle interroge la manière dont nos sociétés traitent à la fois l'utilité sociale, la propriété, la répartition de la richesse et les rapports avec l'environnement.

Des pratiques existent déjà qui permettent de dessiner ce que pourrait être un tel mode de production et de consommation. Certaines sont nées de l'économie sociale et solidaire. Elles ont l'inconvénient d'avoir vogué au gré des besoins de l'Etat et des réalités du marché. Il convient de ré-interroger ces pratiques à la lumière, notamment, de leurs liens avec le mouvement social. Les femmes jouent un rôle essentiel dans ces nouvelles pratiques. En entreprenant ensemble, souvent dans des conditions de grande pauvreté, elles réinventent une autre manière de "faire économie", en sortant de l'économisme, en trouvant de nouveaux indicateurs de richesse, en intégrant des valeurs autres qu'économiques...

Avec l'AGCS, on prépare la marchandisation de nombreux secteurs, dont certains, comme les transports, l'éducation ou l'eau, relèvent aujourd'hui des services publics. Alors que les entreprises marchandes n'ont que le profit pour objectif, notre objectif est de faire en sorte que chaque personne puisse avoir accès aux services publics. Les Etats-Unis font pression pour que l'Union européenne abandonne tout moratoire sur les OGM. Si l'OMC impose son point de vue sur la question, nous serons bientôt obligés de manger de nouveaux produits.

Aujourd'hui, plus personne n'est opposé au développement durable. Mais certains pensent qu'on peut faire confiance au commerce marchand pour mettre en place les nécessaires réglementations. A travers le monde, de nombreuses organisations paysannes se retrouvent pour mettre en œuvre une autre agriculture, opposée à la logique productiviste.

Il faut expérimenter une économie qui ne soit pas seulement monétaire, mais permette de gérer les ressources de manière équitable afin de garantir à tout être humain une vie digne, dans le respect des générations futures. Cela passe par la recherche d'une plus grande

cohérence entre la société que nous voulons et nos comportements personnels, dans la vie quotidienne. Il faut à nouveau parler de justice et créer un consensus autour.

Il faut poser à nouveau la question de la propriété, car la propriété privée est au cœur de toutes les politiques néo-libérales. Peut-on garantir l'utilité publique de la propriété privée ? La constitution européenne, par exemple, dans l'état actuel, ne prévoit pas concrètement le respect de la dimension sociale. Il faudrait que la propriété fasse l'objet d'une fiscalité susceptible d'assurer le bien commun.

L'économie basée sur le profit laisse de côté des millions de personnes ; pour nous, ce n'est pas cela la vraie économie. Construire cette autre économie suppose d'agir sur deux axes à la fois : développer des alliances entre les différents acteurs de l'économie sociale et solidaire, du développement durable, du commerce équitable ; et faire pression sur les décideurs politiques pour changer les règles du jeu international

Une question reste centrale : faut-il interroger les différents types de croissance ou remettre en cause l'idée même de croissance ?

PROPOSITIONS ALTERNATIVES

- Abolir la pauvreté
- Appliquer les textes existants concernant les droits sociaux et environnementaux
- Refuser la marchandisation des services, et notamment des services publics
- Promouvoir un commerce international juste et durable
- Défendre une agriculture paysanne opposée à la logique productiviste (répartir les volumes de production agricoles, économiser les ressources rares, assurer la qualité gustative et sanitaire des produits, préserver la biodiversité...)
- Expérimenter d'autres modes de propriété que privée, d'autres approches économiques que celle de la compétition, d'autres critères de choix que le seul prix
- Trouver des modes de financement inédits pour ces expérimentations
- Rapprocher l'économie des besoins locaux
- Promouvoir une économie au service de l'être humain
- Redonner aux citoyens et aux Etats la capacité d'intervenir sur l'économie mise en oeuvre
- Travailler au niveau local, national et régional pour faire reculer la pauvreté
- Appliquer des règles concernant l'implantation d'entreprises qui intègrent le respect des normes sociales et environnementales ; mettre en oeuvre une fiscalité qui permette d'assurer le bien commun

- Développer des campagnes de type "Pas d'AGCS sur notre territoire !"
- Promouvoir et développer le commerce équitable (en Italie, son chiffre d'affaires a été multiplié par quatre en trois ans) ; s'attacher à assurer à la fois sa dimension socio-économique, sa dimension éducative et sa dimension politique
- Exiger des Etats que la souveraineté alimentaire soit inscrite dans la constitution européenne comme droit fondamental de tous les peuples et que soit renégocié l'accord agricole de l'OMC
- Développer une culture économique alternative basée sur les vertus de la coopération ; mettre en œuvre des médias alternatifs qui permettent de s'opposer au "formatage" systématique des esprits par les multinationales et leurs alliés ; intervenir dans les écoles et les collèges pour contribuer à former de futurs "consommateurs-citoyens"
- Promouvoir et développer la finance éthique et solidaire ; obtenir des collectivités locales l'ouverture de lignes budgétaires spécifiques pour le soutien aux expériences alternatives
- Mettre en œuvre des "circuits courts" entre producteurs et consommateurs ; développer des réseaux indépendants de commerce de proximité
- Revivifier le mouvement coopératif au sein des différents pays ; développer les expériences qui, à l'instar des Régies de quartier, inscrivent les activités économiques dans l'objectif du lien social et de la construction de la citoyenneté
- Mettre en place une nouvelle architecture économique et financière internationale, sous l'égide des Nations unies

Séminaires

Synthèses

- S'engager au quotidien pour une autre économie - Expériences d'économie sociale et solidaire.....p 22
- Prendre la parole et agir pour transformer nos territoires.....p 28
- Commerce équitable : du local au globalp 31
- D'un monde subi à un monde choisi : systèmes d'échanges locaux et systèmes monétaires régionaux.....p 33
- Une autre entreprise est possible ! Quelle organisation sociale pour une entreprise plus solidaire ?.....p 36
- Economie sociale et solidaire et alternatives politiques : un dialogue encore à construire entre mouvements sociaux et organisations de l'économie sociale et solidaire.....p 40
- Développer le secteur de la finance sociale et solidaire : créer un système financier solidaire mondial.....p 44
- Synthèse transversale.....p 49

Coorganisé par :

- MES (Fr))
- CTM altromercato (It)
- ATTAC (Fr)
- Roba dell'Altro Mondo (it)
- REAS (Sp)
- Rete di Lilliput (It)
- CECOP (Be)
- Associazione Botteghe del Mondo (It)
- ESCOOP (Fr)

Coordinateur : Laurent FRAISSE

Intervenants :

- Marie – Noëlle LEBEAU (Be)
- Eric ROSSIAU (Ch)
- Salvatore VETRO (Be)
- David BLOIGHINI (It)
- Mayla BAKHACHE (Lb)
- Guy BABOLAT (Fr)

SYNTHESE DES DEBATS

Thème 1 : L'habitat associatif

Description

Une alternative à la gestion de l'habitat par les promoteurs et donc à la logique spéculative. Exemple de Genève devenue la capitale du squat : 200 immeubles occupés suite à des évacuations de locataires et à la hausse des prix. Cette situation a ouvert sur des perspectives sociales beaucoup plus larges. La structure coopérative créée compte aujourd'hui 35 millions de francs suisses de carnet de commande. L'objectif final est de valoriser le capital social par rapport au capital privé.

Mise en œuvre

Dans les années 80 : création d'une banque alternative suisse qui a aidé à mener les projets d'achats d'immeubles, de construction et de rénovation. Une coopérative a été créée, destinée à promouvoir l'action associative pour le logement : la coopérative loue l'immeuble aux locataires qui le cogèrent. Dans les cas de rénovation, un compromis est trouvé entre les travaux à entreprendre et le loyer désiré. On a promu le "bail associatif", aujourd'hui entré dans la législation. On parle maintenant de "bail écologique", incitant une attitude responsable à l'égard de l'environnement, par exemple dans l'utilisation des matériaux de construction, dans l'emploi des transports, etc. Le projet Coquelicot complète la démarche par l'association avec d'autres coopératives et organismes associatifs. En 2004, on prévoit des rencontres à Genève pour la création d'une chambre de l'économie solidaire ayant pour fonction de mutualiser l'argent des retraites, les assurances maladies, etc.

Autres développements sur le même sujet

Existence d'une Amicale des locataires : plus large que les comités de locataires, elle défend les intérêts des locataires au niveau du bail et s'investit dans l'animation de quartier pour créer une véritable dynamique de quartier.

Thème 2 : les régies de quartier

Description

Association d'habitants pour l'amélioration de l'espace commun et le retissage du lien social fragilisé. Environ 250 structures en France (?)

Mise en œuvre

Création d'entreprises d'insertion. Chaque quartier développe les projets qui lui paraissent prioritaires. Il va s'associer à des bailleurs, à des communes, etc. Le but étant de recréer le lien et les services à la population. Pour cela la régie va s'associer à toutes les forces vives des quartiers. Exemple de ce qui a été accompli en environ 10 ans à Châtelet en Wallonie : crèche, structure pour les sans-emplois, garderie, fêtes...

Les difficultés

Il est difficile pour l'économie solidaire de se positionner au quotidien. Il y a vraiment une logique participative mais il n'y a pas d'unanimité sur ce que doit vraiment être une économie solidaire. Le contexte de mondialisation rend difficiles les négociations et les initiatives. Il y a un fatalisme des exclus des cités, d'où tout un travail de conscientisation à faire : beaucoup d'habitants ont quelque chose à dire et à apporter pour le quartier et le vivre ensemble.

Thème 3 : Economie solidaire du recyclage

(<http://www.terre.be>)

Description

A Liège et Charleroi. 280 travailleurs. 70 font partie du Conseil. Entreprises industrielles très professionnelles et très inventives. Travaille surtout avec le textile et le carton.

Mise en œuvre

Participation démocratique des employés à la vie de l'entreprise.

Ce sont des pionniers du recyclage et maintenant. Aujourd'hui même des multinationales investissent le secteur.

Exemple d'un projet de commerce équitable avec le Pérou : engagement dans l'amélioration des rapports Nord/ Sud. Aussi un projet européen de monter une filière avec des personnes handicapées.

Difficultés et enjeux

Ils sont parfois accusés de concurrence déloyale par les entreprises traditionnelles alors que ce serait plutôt le contraire si l'on tient compte des exigences éthiques, en particulier la transparence, auxquelles ils se soumettent. Salvador privilégie le mot "choix" au mot alternative concernant le rapport de l'économie solidaire à l'économie traditionnelle : tout n'est pas mauvais dans celle-ci et il faut voir quels sont les ponts et les passerelles de l'une à

l'autre. Il y aurait donc plutôt une politique de partenariat que d'entrisme. Il y a vraiment de vrais moyens pour impliquer les entreprises dans l'économie solidaire.

Thème 4 : la SARL Artisans du Liban

Description

Créée il y a 25 ans au Liban pour la production et la commercialisation des produits locaux : création d'emplois.

Mise en oeuvre

Approche intégrée : une ONG s'occupe de la formation à la production, d'organiser l'accès au crédit des artisans, etc., et la SARL s'occupe de la commercialisation et de la production.

ADL a aussi mis en place un Centre de Design. Ses produits associent valeur marchande et non marchande (solidarité, culture, beauté, mémoire...).

Le but de la société est non lucratif mais elle fonctionne comme une société commerciale. D'ailleurs, le couplage entre l'associatif et le commercial permet de lancer des ponts entre les deux secteurs.

Difficultés

ADL est soumise aux mêmes lois que le commerce capitaliste traditionnel. Il faudrait une identification officielle des acteurs de l'économie solidaire afin de leur attribuer un label : question de la reconnaissance fiscale, économique et politique de l'économie solidaire. Il est nécessaire d'identifier les partenaires de l'économie sociale et solidaire.

Il faut également travailler sur l'information, les médias. La notion d'économie solidaire est peu connue au Liban. On rêverait d'une CNN altermondialiste.

Thème 5 : le réseau d'économie solidaire Lilliput (Italie)

Description

Structure de liaison organisée au niveau local. L'idée de base est qu'il y a plusieurs styles de vie et de consommation et que l'on peut construire des formes alternatives de consommation et d'économie. Ils s'inscrivent contre "l'économie de guerre" telle que la conçoivent les USA. 10 % de la population du monde consomme 90% des ressources existantes : il faut changer ce rapport destructeur.

Mise en oeuvre

Le projet part d'une situation particulière.

En Italie, certains secteurs forts pratiquent déjà l'économie solidaire. On compte environ 300 magasins de commerce équitable. Environ 25% de la population choisit un produit issu de l'économie solidaire.

Il est important de démarrer du local pour se relier au réseau d'économie solidaire. Le projet repose donc sur la construction de structures locales. La priorité est donnée à la production et à la consommation liées aux territoires où les acteurs interviennent.

Les décisions sont prises sur la base de méthodes de participation démocratiques.

On dit comme à Porto Alegre : "Un autre monde est possible". Mais on se rend compte que c'est bien plus que ça : il faut ajouter "un autre monde se construit".

Il ne suffit pas seulement de consommer équitablement mais aussi de relier les actions équitables entre elles et avec toutes les initiatives qui vont dans le sens d'une autre économie.

Thème 6 : le REAS (Red de economía alternativa y solidaria, Espagne)

Description

En Espagne, REAS est un réseau qui promeut depuis 6 ans des initiatives d'économie solidaire fondées sur le compromis entre le local, le social et l'économie ; la valeur de l'emploi et du travail comme des moyens de générer des bénéfices économiques et sociaux et pas individuels ; sur l'importance de la participation de chacun ; l'importance de l'égalité, de la coopération et de la solidarité.

Mise en oeuvre

REAS estime que la pratique du commerce équitable se vide de son sens si elle n'est pas placée dans le contexte de l'économie solidaire. La proposition de REAS est donc de transformer l'entreprise marchande et pour ce faire le réseau lui même s'est transformé en entreprise, pour évaluer de façon directe s'il est possible à travers des actions quotidiennes de changer quelque chose dans le système actuel. Il s'agit d'une entité à haute vocation sociale qui au début n'a pas pour but de commercialiser.

Thème 7 : les coopératives

Exemple de l'expérience en région Rhône Alpes Structure d'appui à la création d'entreprises coopératives locales où ce sont les salariés qui gèrent et détiennent la majorité de la société. Elle a une fonction d'accompagnement : mise en place d'un système de solidarité (société de caution mutuelle), conseil auprès des dirigeants et des salariés.

Fait vivre les règles de la coopération : pas de plus-value (capital apporté = capital rendu), 1 vote = 1 voix, réserves impartageables...

Ces règles ne sont pas toujours évidentes. Il faut les confronter à la réalité économique.

Il n'y a pas de recette miracle, pas de bonne ou de mauvaise coopérative : ce qui importe c'est qu'il y ait un système pour rendre les gens maîtres de leur destin. La démocratie en entreprise n'est pas moins défendable qu'ailleurs. Les entreprises sont des sociétés de gens avant d'être des sociétés de capitaux.

Un des enjeux est de ne pas se laisser confisquer l'initiative économique.

L'entreprise est nécessaire pour accroître la portée et l'efficacité des mouvements sociaux.

Serons-nous capables de créer des systèmes globaux à même de coexister avec les autres instances ?

PROPOSITIONS :

- Créer des coopératives d'habitation pour répondre de manière concrète aux demandes de logements
- Associer d'autres acteurs de l'économie solidaire comme les banques alternatives⁴Se responsabiliser par rapport à l'environnement
- Créer des quartiers entiers fondés sur l'importance du logement, de la culture, de la production et de la consommation biologique
- Envisager la création de structures pour mutualiser l'argent des retraites et des assurances maladies.
- Créer des réseaux pour financer des projets immobiliers
- Créer des régies de quartier qui associent les habitants pour la constitution d'un bien commun

- Retisser le lien social auprès des populations fragilisées
- Valoriser la démocratie locale
- Travailler de manière directe avec les bases
- Créer des entreprises qui puissent impliquer dans leurs activités plusieurs corps de métiers
- Redonner un sens social à l'économie
- Reconquérir la citoyenneté des travailleurs
- Coopérer avec le Sud
- Créer des entreprises d'économie solidaire de production et de commercialisation des produits artisanaux
- Mettre en place des mécanismes d'accès aux marchés même lointains
- Investir dans des moyens de communication et d'information
- Développer des stratégies de mass-média
- Construire des formes d'économie alternative qui combinent plusieurs styles de consommation et de production
- Mettre en place un réseau de l'économie solidaire
- Construire un mouvement d'implication démocratique
- Expérimenter de manière directe la viabilité d'une entreprise d'économie solidaire
- Défendre les principes de consommation responsable, d'économie solidaire, de commerce équitable
- Remplacer le travail sectoriel par des actions plus transversales
- Demander aux pouvoirs publics d'avoir une reconnaissance sociale
- Accompagner des petites et moyennes entreprises pour se constituer en coopératives de salariés
- Opérer sur une dimension humaine et personnelle
- Faire entrer la démocratie dans l'entreprise

STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

- Organiser des actions de squat
- Constituer des caisses collectives pour avoir droit aux baux
- Construire ou acheter des immeubles avec des crédits accordés par des banques alternatives
- Faire reconnaître le bail associatif dans les différentes législations européennes
- Mettre en place le bail écologique
- Inscrire les régies de quartiers dans une logique de proximité par rapport au territoire
- Créer des emplois de proximité, des espaces de vie conviviaux, de salle de travail pour les enfants, de boutiques pour vêtements
- Créer des structures pour informer les habitants, des centres de formation pour les jeunes sans qualification, des structures de réinsertion pour les femmes incarcérées, des systèmes de collecte et de tri des déchets
- Accueillir des personnes en situation précaire
- Favoriser une dynamique de participation aux prises de décision
- Favoriser le dialogue sur des thèmes sociaux d'actualité
- Financer des projets de formation ou de commerce équitable
- Créer des emplois en milieu rural
- Faire reconnaître des labels
- Définir une fiscalité particulière pour les entreprises de l'économie solidaire
- Créer une sorte de CNN altermondialiste

- Inscrire le projet dans la cadre local
- Faire alliance entre les différents projets locaux d'économie solidaire
- Rédiger une charte d'entente
- Impliquer les autorités administratives locales
- Vendre des produits bio
- Créer des structures de finances étiqes
- Favoriser la coopération Nord-Sud
- Distribuer des produits équitables
- Elaborer des étiquettes sociales pour les entités de l'économie solidaire
- Bénéficier d'une fiscalité positive au niveau européen pas seulement local
- Demander aux consommateurs de consommer des produits et services issus de l'économie solidaire
- Placer les hommes et les femmes au centre des processus de décision

Thèmes et réseaux promoteurs :

- Idée du territoire comme acteur majeur car lieu privilégié de l'intervention d'alternatives de développement (Alliance 21)
- Les habitants : acteurs du territoire, une construction sociale où le rôle de la parole est essentiel (ARDES)
- Organisation du dialogue et de la pensée (ETD)
- Transformer le regard sur les territoires et les modes d'interventions institutionnelles
- Processus de coopération entre des élus et des habitants, relations techniciens - élus (Paul FUCHS, ETD)
- Economie sociale et solidaire (ARDES, MES)
- Développement local (EURONET)
- Recherche de méthodologies Recherche de réseaux

SYNTHESE DES DEBATS

PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES

- Renforcer les lieux d'échanges territoriaux
- Renouveler de façon radicale la manière non seulement d'agir mais de penser les territoires en créant un équilibre entre parole et action au service de la transformation
- Utiliser les pratiques artistiques comme outil d'expression politique, reconstruire l'imaginaire social et les nouvelles formes du vivre en commun
- Sensibiliser et accompagner des jeunes afin de les rendre plus acteurs
- Former des acteurs du territoire (exemple des directeurs d'AFPA)
- Inclure les banques parmi les acteurs locaux afin de leur apprendre à diversifier leur regard bancaire sur l'économie et à endosser leur rôle d'acteur local
- Créer des formes de coopération renouvelées entre praticiens, élus et techniciens (car ce sont les petits techniciens qui s'impliquent et les grands élus qui sont en contact avec les techniciens !)
- Impliquer, concerter et faire participer des habitants dans le développement territorial et les pratiques locales de développement durable
- Sensibiliser les porteurs de projets sur les territoires aux dynamiques de l'économie solidaire (c'est à dire ne pas s'arrêter au soutien des petits entrepreneurs mais évoluer vers des dynamiques « collectives » et coopératives)

- Faire travailler ensemble les structures régionales territoriales de l'économie solidaire
- Créer un réseau de réseaux comme Plate-forme pour le changement économique vers des économies sociales locales
- Mettre en place une nouvelle approche économique pour reconstruire les économies locales de l'intérieur avec des ressources restant au sein des régions et avec les personnes
- Transformer la manière dont l'état intervient pour faire face à l'exclusion sociale (cf travail des Pactes Locaux) et redéfinir place et rôle des entreprises dans le développement du territoire
- Mutualiser les méthodes et outils pour favoriser la prise de parole, « l'éducation au territoire », l'évaluation participative et mettre en commun des systèmes d'échanges d'expérience pour remédier aux actions locales trop séparées et au manque de pensées collectives
- S'engager dans la construction d'une parole légitime qui démarginalise tous ceux qui sont engagés dans un même combat sans le savoir car des réseaux existent mais s'ils n'associent pas leur combat et la marginalité les rend peu opérationnels.

Il est donc important de prolonger l'échange entre réseaux et de développer des liens européens pour favoriser les alliances (objectifs communs, éthique commune, dispositifs de travail commun) et réfléchir au développement d'une médiatisation "de masse" de la "pensée territoire" qui contribue au changement d'échelle attendu.

MISE EN ŒUVRE DES ALTERNATIVES

Exemples de mise en œuvre de lieux d'échanges territoriaux permettant une meilleure participation des habitants : Création au sein du comité d'Attac de la Drôme d'un « collectif pour la démocratie participative et solidaire ». En joignant le manque de démocratie et le territoire le but était de trouver une façon de travailler entre élus et habitants et de créer un lieu commun (maison sociale) pour tout projet impliquant le territoire.

Exemple du Club Partenaires Pour Agir du Nord Pas de Calais : en partant des besoins de la population, on a mis en réseau l'ensemble des acteurs et créé des réseaux inter-régionaux d'associations de représentants des acteurs du développement local. Le club a pour fonction de mettre en réseau ces différents acteurs à l'échelle régionale. Des entretiens avec les responsables régionaux ont précédé un débat public. La confrontation des différents dispositifs a permis de faire un séminaire d'une centaine de personnes.

Exemple dans la ville de Lille d'un diagnostic partagé avec les habitants grâce à l'organisation de 13 ateliers participatifs en 6 mois, ayant pour objectif :

- d'identifier des initiatives d'économie sociale et solidaire ;
- d'élaborer un plan d'innovation sociale sur trois années voté au Conseil municipal ;
- de redonner au monde associatif et au monde économique un plan d'action commune.

- Compte tenu de la difficulté des élus de générer cette dynamique, ce plan doit être animé par les acteurs eux-mêmes (mobilisation collective pour que les acteurs se sentent capables de s'appropriier les outils) et non par le politique. Figurent parmi les exemples, une société coopérative d'intérêt collectif, le système des clubs CIGALES, et d'autres projets autour de la finance solidaire qui visent à faire en sorte que les gens reprennent en main leurs outils de travail.

Exemple d'un développement local basé sur les personnes : Les entreprises de voisinage ont été mises en œuvre en Allemagne pour reconstruire des économies locales de l'intérieur. 2 méthodologies ont été adoptées :

- partir des entreprises de voisinage ou entreprises communautaires où les gens du voisinage local sont aussi ceux qui contrôlent les entreprises. Il existe des structures à Berlin pour aider les voisinages à mettre sur pied ces entreprises. Un soutien de la part des institutions est nécessaire .
- "Planing for Real" (nom donné à cet outil de travail non verbal, dont il n'existe pas de version française) permet aux habitants de construire leur propre environnement. On invite les habitants à incorporer leurs propositions aux modèles proposés puis on les invite à se rencontrer et à débattre autour de trois catégories : aujourd'hui, demain, après-demain. Il s'agit d'une approche de la base au sommet. Ce sont les personnes qui sont les vraies parties prenantes dans le processus, dont un aspect essentiel est la capacité de mobilisation de gens qui croient être inutiles et n'avoir rien à dire.

Quelques questions ont également émergé pendant le séminaire :

Quel est l'enjeu entre le service public et les principes de l'économie solidaire ? Je ne trouve pas la formulation de la question très claire, je ne la comprends pas. Je préfère "Quelle relation entre les services publics et les principes d'économie solidaire ?", même si c'est juste un aspect possible de la question.

Le dialogue interculturel dans l'espace public, comment et pourquoi ?

Comment y voir plus clair sur les concepts de développement durable ?

Comment mailler le territoire à partir des besoins exprimés par les créateurs d'activités ? Le développement des territoires est très complexe et ce d'autant que la France n'est pas habituée à travailler entre des gens de cultures et de métiers divers, d'où la question centrale de l'intermédiation.

Suite à donner

Les participants ont été invités à choisir des thèmes sur lesquels ils étaient prêts à travailler. Il est envisagé de faire suivre ce travail de la mise en place de groupes de travail, ou de permettre à des personnes de rejoindre des groupes ou réseaux existants, sur la base de leurs attentes.

Réseaux promoteurs :

- Fédération Artisans du Monde (au nom du réseau européen des acteurs du Commerce équitable pour le FSE 2003)
- Biocoop

Intervenants :

- Laurent LEVARD (fr) (coordinateur)
- Hugues TOUSSAINT (fr) (rapporteur)
- Rima AWAD (Palestine)
- Angelo CASERTA (it)
- Isabelle PLOUCHARD (fr)
- Giorgio DEL FIUME (it)
- Anneke THEUNISSEN (nd)
- Marie-Helen LEFURE (fr)

SYNTHESE DES DEBATS

Principaux thèmes

Face au commerce international actuel, facteur d'injustices et de marginalisations, le commerce équitable, vise à construire des échanges commerciaux qui replacent l'homme au travail au centre de l'économie.

Mais, au delà des impacts positifs immédiats du commerce équitable pour les producteurs qui en sont les bénéficiaires, en quoi peut-il contribuer, à plus long terme, à un "changement de cap", à des changements plus globaux des règles du commerce international, grâce notamment à des régulations des marchés ?

Il a été souligné que le problème est d'autant plus crucial que le commerce équitable ne concerne qu'une partie infime du commerce international et qu'il risque de créer des situations d'iniquité entre les producteurs qui en bénéficient et les autres.

Plusieurs points de vue ont été apportés :

Pour certains, c'est la massification du commerce équitable, via l'accès à la grande distribution rendue possible par l'existence d'un label, qui est la solution. On peut compter sur la pression des consommateurs, car les entreprises sont sensibles à leur image.

Un autre point de vue est qu'il faut prioritairement développer les réseaux des organisations du commerce équitable et de l'économie solidaire, car c'est un moyen de démontrer concrètement qu'une autre économie est possible, tout en sensibilisant les consommateurs et les citoyens et en gagnant en légitimité pour demander des régulations du commerce mondial.

Le commerce équitable, même s'il a encore un fort potentiel de développement, a montré aussi ses limites. C'est pourquoi les organisations de commerce équitable doivent se mobiliser en faveur de régulations politiques du commerce international (gestion des marchés mondiaux

de matières premières agricoles ; reconnaissance de la souveraineté alimentaire ; dénonciation du dumping sur les marchés mondiaux).

Les réseaux des organisations de commerce équitable constituent un potentiel important (d'autant plus qu'ils sont en relation avec des milliers de clients) pour organiser des campagnes de mobilisation. Elles peuvent participer à des actions de lobbying de type politique comme le montrent les organisations palestiniennes.

Mais, pour réaliser un lobbying au niveau international, il est nécessaire que constituer des réseaux internationaux. Les organisations de commerce équitable doivent aussi passer des alliances avec d'autres acteurs.

PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES

Le développement du commerce équitable via la grande distribution Le développement du commerce équitable via les organisations de commerce équitable La mise en place régulations politiques du commerce international

MISE EN ŒUVRE DES ALTERNATIVES

Pour le développement du commerce équitable via la grande distribution : label commerce équitable ; sensibilisation des consommateurs Pour le développement du commerce équitable via les organisations de commerce équitable : travail professionnel, militant et de sensibilisation en vue de ce développement.

Pour la mise en place régulations politiques du commerce international : alliance des acteurs du commerce équitable avec d'autres acteurs ; création de réseaux internationaux pour le lobbying ; actions de sensibilisation et campagnes citoyennes

Titre : D'autres mondes sont possibles : systèmes d'échanges locaux et systèmes monétaires régionaux

Réseaux promoteurs :

- Alliance 21 (fr)
- FEASTA (ir)
- FEBEA (be)
- GEN Europe (be)
- New economic foundation
- Sr (it)
- Strohalm Foudation (nl)

Intervenants :

- Heloisa PRIMAVERA (modératrice)
- Lepre VIOLA
- Alex Mc GILLIVRAY
- François PLASSARD
- Pantaleo RIZZO
- Dominique PICARD
- Agnieska KOMOCH

SYNTHESE DES DEBATS

Participation à la construction d'un autre monde passe la transformation de l'économie à travers l'élaboration des projets alternatifs comme les systèmes d'échanges locaux et les monnaies complémentaires.

La création d'entreprises locales intégrées à un réseau, favorise la mise en œuvre et le développement des systèmes d'échanges locaux et des monnaies complémentaires.

Le succès de ce type de projets repose beaucoup sur la logique d'ancrage sur le territoire.

Ces types de projets ne favorisent pas forcément l'articulation avec les autres acteurs de l'économie sociale et solidaire : il faudrait travailler dans ce sens-là.

Les alternatives économiques se développent plus facilement dans les pays avec des budgets réduits car l'Etat est moins fort et par conséquent plus perméable.

Sur les monnaies complémentaires :

Sur la base que l'argent est un accord passé au sein d'une communauté pour utiliser quelque chose comme mode de paiement ; ce qui prime donc sur la valeur de la monnaie peut très bien être le principe de bien collectif, si on le veut.

La monnaie apparaît comme un moyen d'échange avec une valeur neutre, ce qui est important est la façon dont les gens utilise cet outil.

Dans le cas des monnaies complémentaires, la quantité d'argent qui circule n'est pas fixée dans une logique d'accumulation mais en fonction des besoins des personnes. La circulation de l'argent est donc très importante, car de cette façon l'argent travaille pour les gens qui l'utilisent.

La réussite des monnaies complémentaires repose sur un idéal de vie, dans lequel le travail n'est pas seulement un moyen d'avoir de l'argent, c'est avant tout une façon de mettre l'accent sur la personne, sur les relations de réciprocité et solidarité entre les gens, sur la responsabilité par rapport à l'environnement.

Le but des monnaies alternatives peut être celui de créer un rapport de complémentarité entre la monnaie sociale, la monnaie nationale et la monnaie internationale. Il s'agit de créer des hiérarchies entre les systèmes monétaires car chaque monnaie a un sens et une utilisation différente.

Sur les systèmes d'échange local :

Les systèmes d'échange local, fondés sur l'échange de biens et de services, bénéficient en premier lieu aux populations fragilisées.

Le succès de ces systèmes repose sur une logique de réciprocité en cercle où le lien de l'échange est aussi important que le résultat, c'est à dire le bien.

La valeur de change au sein des SEL français par exemple, est fixée en fonction des possibilités de la personne qui demande le service ou le bien.

Les systèmes d'échange local sont plus que des structures de prestations de service. Ils sont porteurs de changement car ils ne se limitent pas à la critique du système économique dominant, ils proposent des alternatives où l'altérité est au centre des transformations.

PROPOSITIONS ALTERNATIVES

1) Créer des systèmes de monnaies complémentaires fondés sur une vision humaniste, où l'argent est juste un outil d'échange avec une valeur neutre. Ces projets peuvent s'appuyer sur d'autres organismes comme les banques éthiques pour créer des fonds de maternité, de soutien, de développement.

2) Créer des systèmes d'échange local où les gens peuvent échanger des biens et des services, dans un cadre géographique limité.

3) Créer un système de monnaie électronique, à travers des cartes magnétiques ou des cartes à puces, afin de faire de la monnaie un moyen d'échange de services et de biens à forte valeur sociale et pas une fin en soi. L'idée est que cette monnaie électronique serve à acheter des biens écologiques et à utilité sociale. Redonner aux gens un pouvoir d'achat mais pas pour n'importe quel type de bien.

4) Créer des systèmes d'échange autosuffisants dans des espaces culturellement et géographiquement cohérents, c'est à dire plus en fonction des frontières naturelles qu'en fonction des frontières politiques. Mettre les surplus de biens, de services ou de monnaies

dans une caisse collective qui appartient à la communauté. Faire de la monnaie un moyen de régulation au sein de la communauté pour des activités d'utilité publique ou sociale

5) Rassembler les différentes initiatives européennes sur les systèmes d'échanges et sur les monnaies complémentaires pour pouvoir dialoguer en bloc avec les autorités compétentes et développer le système. Le but est de construire une logique complémentaire européenne comme alternative à l'euro : la proposition du « Regio ».

6) Elaborer une charte sur des principes d'éthique, de réciprocité et de solidarité afin de défendre les objectifs des monnaies complémentaires et des systèmes d'échange local.

MISE EN OEUVRE DES ALTERNATIVES

1) Pour mettre en œuvre les monnaies complémentaires, il faut inscrire le projet au niveau local, s'appuyer sur une communauté, développer plusieurs activités sociales, construire un réseau avec les différents acteurs de l'économie social et solidaire pour faire circuler la monnaie complémentaire. Pour des questions de légalité, la valeur de la monnaie complémentaire peut être la même que celle de la monnaie officielle.

2) Pour rompre avec la logique du marché, il faut mettre en place des unités de valeur nouvelles, comme le temps. C'est une façon de valoriser le travail ou les services rendus par les personnes. Pour sensibiliser les gens à ces nouvelles pratiques et principes, il faut développer des projets d'éducation populaire.

3) Inscrire le projet de monnaie électronique dans le cadre local, territorial et lancer plusieurs expériences parallèles au niveau européen pour évaluer les résultats. Réfléchir sur des moyens de fidélisation des certaines entreprises pour participer au projet. Faire prévaloir le principe de bien collectif et faire circuler la monnaie pour qu'elle ne perd pas sa valeur.

4) Mettre en circulation un symbole d'argent comme un moyen d'échange mais aussi d'autres systèmes pour permettre aux PME de faire des échanges de services entre elles. Faire que l'argent reste dans la région pour la réinvestir : le Régio comme proposition. Mettre les surplus de biens ou de services dans une caisse collective qui appartient à la communauté. Inciter la consommation locale pour produire localement.

Réseaux promoteurs :

- CECOP (Be)
- URSCOP IDF (Fr)
- Fondation Norsys (Fr)

Intervenants :

- Sylvain BREUZARD (fr)
- Martha CUENTAS (pe)
- Tariq ZIDI (ma)
- Vruno ROELANTS (be)
- Jadranka VESEL (si)
- Pierluca GHIBELLI (it)
- Jacques DEFOURNY (Be)
- Marie Geneviève LENTAIGNE (fr)
- Denis STOKKINK (be)

Coordinateur : Eric LAVILLUNIERE (be)

SYNTHESE DES DEBATS

En réaction à l'inégale répartition de la richesse engendrée par le système capitaliste ce séminaire cherche à faire connaître les coopératives de travailleurs comme une forme d'entreprise alternative à travers la présentation des différentes expériences qui existent en Europe mais également dans certains pays en voie de développement. A partir de là, l'idée est d'ouvrir la réflexion sur les perspectives de ces coopératives et sur les stratégies de développement de ces alternatives économiques.

La première idée sur la coopérative est qu'elle n'est pas une forme d'organisation surannée même si elle est un vieux modèle d'organisation datant du XIX siècle. Au contraire avec la mutation du capitalisme, les coopératives qui sont par essence pluralistes, se développent et transcendent les modèles de développement de gauche et de droite. La coopérative qui est aujourd'hui présente partout dans le monde apparaît comme un modèle universel qui se développe surtout là où apparaissent les enjeux à la fois de nécessité (lorsque les gens rencontrent des besoins particuliers) et de cohésion sociale (comme signe d'identité collective ou de partage d'un engagement citoyen).

De l'ensemble des témoignages se dégagent un certain nombre de principes qui caractérisent les coopératives comme porteuses d'une culture d'entreprise différente.

Le premier est le poids égal pour chaque salarié ou associé, car les décisions prises par vote s'effectuent sur la base d'un « homme ou une femme = une voix ». C'est une façon de valoriser la démocratie car chaque personne a le même droit à la parole et à la décision. Cette recherche de la démocratie suppose par ailleurs le développement de l'accès à l'information et de la formation du coopérateur de base.

Le deuxième point est la maîtrise de la coopérative par ses salariés, car avec 51% du capital ils sont propriétaires majoritaires.

Le système de répartition des richesses est tripartite : entre les salariés (la part du travail), l'entreprise (la réserve) et les dividendes qui rémunèrent le capital. Ce système valorise le travail et l'entreprise par opposition au capital et à ses détenteurs, car les réserves sont impartageables. Il s'agit d'un bien collectif accumulé pour assurer la pérennité d'un outil de travail dans sa totalité et non pour le négocier dans le marché, c'est une action de travail associé.

Il est important de développer les coopératives comme modèle d'entreprise pluraliste, mais il ne faut pas cependant penser qu'il s'agit d'une solution miracle.

Malgré quelques différences de nature existantes entre les coopératives dans les différents pays, les problèmes que l'économie marchande posent au niveau mondial transcendent cette diversité. Ce qui ressort c'est le pouvoir d'adaptation des coopératives aux changements socio-économiques entraînés par la mondialisation de l'économie.

Ainsi, en Italie, de nombreuses coopératives sont entrées dans le processus de privatisation des services publics. En Inde, avec l'application des nouvelles directives économiques des années 1990, mettant fin à une forme de politique paternaliste les coopératives se sont organisées sous forme de consortium. En Chine, notamment à Shanghai le secteur des coopératives, avec de nombreuses petites et moyennes entreprises, touché par la privatisation, survit à travers l'initiative des travailleurs de racheter les entreprises. C'est aussi le cas en Argentine depuis la crise économique qui a éclaté en décembre 2000.

A l'est, avec la chute du mur de Berlin, avec le désengagement de l'Etat et avec la disparition des aides c'est un grand pan de l'économie publique qui a disparu. Les coopératives, qui reposent sur un engagement des citoyens et sont fortement ancrées dans les territoires résistent tant bien que mal mais, doivent s'adapter à un nouveau système concurrentiel très acharné.

En Slovénie, c'est surtout avec le développement des régions qui ont subi la guerre des Balkans, que la coopérative connaît un nouvel essor surtout dans les secteurs technologiques, mais pas tellement dans le social.

La création de coopérative apparaît comme une solution alternative viable, mais certains soulignent le risque que le développement des coopératives, notamment de services, serve de prétexte à une privatisation du secteur public, alors que leur vocation est de compléter le service public sur des besoins particuliers de services aux personnes et non de le remplacer. Par ailleurs, il faut noter que certaines structures prennent officiellement le nom de coopératives mais dans la réalité n'en sont pas. Elles décrédibilisent la nature mais surtout les principes et l'éthique des coopératives. L'Alliance Coopérative Internationale définit ces principes et valeurs qui ont été repris par le BIT et sont déjà adoptés par 115 pays.

L'expérience marocaine, montre que le modèle de la coopérative peut être associé à des projets de commerce équitable sans l'implication de l'Etat, mais cette initiative suppose par contre la création de partenariats avec des organismes internationaux engagés dans des projets de développement durable et équitable entre le Nord et le Sud.

Au Pérou, un modèle très répandu depuis une quarantaine d'années est celui de la micro entreprise « d'économie populaire » adoptée comme outil de travail par ceux qui sont le plus touchés par l'exode rural, les réformes néolibérales et la crise économique. La plupart du temps, il s'agit de petites structures de production simple avec 1 à 5 travailleurs. Dans certaines zones très défavorisées elles emploient jusqu'à 80% de la population active. Le succès de ces projets repose sur la solidarité, ce qui a permis de mettre en place un réseau pour accorder des prêts et constituer ces micro entreprises.

En ce qui concerne l'entreprise classique, il s'est constitué un mouvement autour de la gouvernance de l'entreprise. L'idée est d'agir dans l'entreprise sur le principe qu'il s'agit avant tout d'un groupe de personnes et non d'intérêts. Le but est de favoriser le dialogue sociale au sein de ces entreprises et de prendre en compte des aspects sociaux et environnementaux dans leur management, ainsi qu'un meilleur ancrage dans leur territoire. Le plus souvent des chartes d'engagement social ou des codes de conduites sont élaborés comme cadre de référence.

Ainsi, le modèle de l'entreprise coopérative, tel que défini plus haut, qui intègre de façon intrinsèque des éléments sociaux dans son activité, n'a pas le monopole des bonnes pratiques économiques, mais il est un mouvement pilier sur lequel s'appuyer pour encourager et développer des comportements plus solidaires dans l'économie.

PROPOSITION D'ALTERNATIVES

Mettre au centre de l'entreprise le capital social, pour garantir une véritable gestion démocratique et participative, répartir les plus-values de façon équitable et utiliser de façon raisonnée les ressources disponibles.

Travailler, sur la base des recommandations du BIT, une série de normes et de standards pour établir une législation relativement unifiée dans le monde afin de consolider le système des coopératives dans le temps.

Se battre pour parer toutes les attaques contre le droit à la pluralité des formes d'entreprises parfois mises à mal par les tenants du libéralisme.

Occuper un large secteur de l'économie marchande et organiser les coopératives en groupes coopératifs, consortium ou réseaux d'entreprises pour être plus compétitifs dans le marché international et afin de mieux affronter la compétition globalisée et ne pas rester cantonné dans des niches de marché.

Travailler et construire des alliances avec le mouvement social. Ainsi, cela permettrait d'avoir plus d'impact pour transformer les politiques publiques, et pour avoir une incidence sur les politiques locales et globales. De même, les coopératives en partenariat avec les ONGs, peuvent être aussi vecteur de développement du commerce équitable.

Mettre en place des aides entre le Nord et le Sud pour des projets durables et équitables, en créant des coopératives qui font du commerce équitable.

Développer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises : il faut encourager, dans l'entreprise traditionnelle, les véritables processus de RSE s'appuyant sur des démarches

transparentes qui garantissent qu'on dépasse une banale opération de marketing social ou environnementale.

MISE EN ŒUVRE DES ALTERNATIVES

Mettre au centre le capital social : impliquer les travailleurs dans la prise de décisions, dans la répartition des richesses ; encourager la parité hommes/ femmes ; favoriser l'insertion des populations fragilisées (d'origine étrangère, jeunes...) ; créer des réseaux de solidarité locale pour accorder des micro crédits notamment aux initiatives d'économie populaire.

Occuper un large secteur de l'économie marchande et intégrer les coopératives dans le marché international : les coopératives doivent s'intégrer dans des réseaux, des consortiums, tout en s'inscrivant au niveau local, au niveau du territoire pour soutenir des initiatives sociales et éducatives comme l'alphabétisation et la formation continue par exemple.

Mettre en place des aides entre le Nord et le Sud pour des projets durables et équitables : monter des financements auprès d'organismes qui mettent en place des projets de développement durable.

Développer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises : sensibiliser les chefs d'entreprise à investir une partie de leur bénéfices dans le développement local.

Faire reconnaître la pluralité de l'entrepreneuriat et la prise en compte de politiques fiscales et législatives adaptées (clauses dans les marchés publics, marchés protégés, taxation particulière ...) pour valoriser la plus-value sociale apportée par les entreprises d'économie sociale (intégration des personnes en difficulté, répartition des bénéfices, développement soutenable ...).

Titre : Economie sociale et solidaire et alternatives politiques : Un dialogue encore à construire entre mouvements sociaux et organisations de l'économie sociale et solidaire

Réseaux promoteurs :

- CTM Altromercato (It),
- ATTAC France (Fr),
- Roba Dell' Altro Mondo (It),
- MES (Fr),
- REAS (sp),
- Rete di Lilliput (It),
- CECOP (Be),
- Associazione Botteghe Del Mondo (It),
- Escoop (Fr)

Intervenants :

- Geneviève AZAM (Fr)
- Pierre DENEU (Fr)
- Monica Di SISTO (It)
- Wilma MAZZA (It)
- Carola REINTES (Es)
- Ludmila BULAVKA (Ru)
- Emil ROUDLK (Fr)
- Régis REGNAULT (Fr)
- Daniel ARNAUDIN (Fr)

Synthèse des débats

Pendant les événements de Seattle, s'est manifesté un refus d'une économie dite libérale. Le premier forum mondial de Porte Alegre s'est positionné contre Davos faisant apparaître les mouvements sociaux comme des anti-mondialistes. Puis les Forums Sociaux Mondiaux et Européens ont opté pour une position plutôt alter mondialiste.

Dans tout ce processus de résistance à la globalisation, se sont agrégés progressivement les secteurs de l'Economie Solidaire qui, dans un premier temps, se sont joints aux mouvements sociaux et, plus récemment, une partie du secteur de l'Economie Sociale comprenant notamment le secteur des Coopératives ouvrières de Production. L'ensemble de ces secteurs se reconnaît dans la critique qu'il formule à l'encontre du libéralisme économique et la nécessité de trouver des réponses plus sociétales.

Ainsi, se sont retrouvés ensemble les mouvements alternatifs et les mouvements syndicaux lors des manifestations pour le système des retraites ; les mouvements alternatifs et les syndicats paysans dans la critique de la privatisation. Comme l'a fait remarquer Geneviève Azam, cela n'a pas toujours été le cas : pendant longtemps, il y a eu une cassure entre l'économie sociale et les mouvements sociaux, notamment entre les mouvements coopératifs et le mouvement ouvrier. Aujourd'hui, les acteurs de l'économie sociale et solidaire

souhaitent s'engager avec les mouvements sociaux dans un projet commun et ainsi construire ensemble des alternatives concrètes pour un autre monde.

Dans ce séminaire, il s'agit donc de traiter les relations entre l'économie sociale et solidaire et les mouvements sociaux et du dialogue à construire entre ces différents acteurs. Sur ce sujet, tous les participants mettent l'accent sur le besoin de cette convergence et de créer et de renforcer les liens entre les mouvements sociaux et les acteurs d'économie sociale et solidaire. Comme le fait remarquer un des intervenants, ce lien n'est pas encore visible, alors qu'il existe bien une lutte commune.

Pendant le séminaire, les caractéristiques de l'économie sociale et solidaire ont été données :

1. la recherche
2. l'urgence de l'exclusion et donc la création d'activité
3. la participation des usagers des services
4. l'articulation entre travail bénévole et le travail salarié
5. l'hybridation des financements : les subventions (réinsertion économique, épargne citoyen, etc.)

L'expérimentation sociale, le changement politique et le changement individuel font le lien entre l'économie sociale et l'économie solidaire.

Plusieurs acteurs de l'économie sociale et solidaire et des mouvements sociaux sont venus parler de leurs expériences :

- Wilma Mazza (Italie) des désobéissants : raconte leur projet de commerce équitable avec les femmes du Chiapas et leurs actions locales
- Geneviève Azam (France), enseignante en économie et membre du conseil scientifique d'ATTAC : intervient sur les mouvements alter mondialistes
- Monica di Sisto (Italie), CTM Altro Mercato : sur l'économie solidaire, notamment sur les coopératives, un mouvement de plus en plus important en Italie
- Carola Reinjes (Espagne), REAS : sur le besoin de créer de l'espoir pour les nouvelles générations
- Ludmila Bulavka et Emil Roudiiz (Russie) : deux représentants des mouvements sociaux alternatifs russes venus parler des mouvements ouvriers émergents depuis la crise en Russie, de la situation des coopératives
- Régis Regnault (France), CGT : sur le rôle des syndicats et le besoin de défendre le droit des salariés
- Daniel Arnaudin (France), Scop : modérateur
- Christian Lewandowski (France), MNCP (Mouvement National des Chômeurs et Précaires) : raconte l'expérience de la Maison des Chômeurs

PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES :

Proposition générale :

Reconquérir l'économie, c'est-à-dire imposer une autre vision de l'économie qui replace l'homme au centre des préoccupations. L'économie n'est pas un but en soi mais un moyen pour améliorer le sort des hommes.

Développer les entreprises sociales et les coopératives (E.R.) et les entreprises solidaires (C.R.). En effet, les entreprises sociales restent aujourd'hui un phénomène isolé alors qu'elles peuvent être plus sociétales que les entreprises classiques (capitalistes).

Définir des indicateurs d'économie sociale et solidaire car ce n'est pas un secteur classique de l'économie (G.A.).

Améliorer les conditions de vie et partager les fruits du travail pour les salariés d'entreprises qui n'ont pas le même statut que ceux des entreprises sociales (D.A.) et des travailleurs précaires (C.L.) et défendre leurs droits. En ce qui concerne les chômeurs, ils peuvent s'auto organiser, créer des activités et renouer les liens sociaux mais il faut leur apporter du soutien en matière de recherche d'emploi, de soins. Il faut également pouvoir les défendre individuellement et collectivement. Il faut se regrouper avec d'autres partenaires sociaux afin de peser sur les pouvoirs publics.

Convergence entre les mouvements sociaux et l'économie sociale et solidaire (plusieurs arguments ont été avancés) :

- Il est nécessaire d'ouvrir de nouveaux espaces politiques et de faire le lien entre la politique et le social, au niveau national, mais aussi européen et international. Pratiquement tous les intervenants insistent sur le besoin d'engager de nouveaux dialogues entre les différents acteurs et de créer un lien entre l'économie sociale et solidaire et les mouvements sociaux. Aussi faudrait-il une connaissance de l'économie sociale et solidaire dans tous les mouvements sociaux (C.D.S.). L'exemple a été donné par les « désobéissants » qui travaillent avec des femmes du Chiapas dans le cadre du commerce équitable du café.
- S'il y a une coordination et une solidarité plus importante entre les différents acteurs, ils auront plus de poids sur les pouvoirs publics et pour rénover la démocratie et notamment « démocratiser la démocratie économique » (C.R.).

MAIS...

- Le dialogue entre les mouvements sociaux et les acteurs de l'économie sociale et solidaire n'est pas suffisant. Il faut aussi changer les comportements, surtout en tant que consommateur et citoyen (public).
- Il faut se demander si l'économie sociale et solidaire a une démarche simplement correctrice du marché ou s'ils tentent aussi de se poser comme alternatives au mouvement de marchandisation généralisée. Selon certains points de vue, il faudrait

que l'économie sociale et solidaire ne relève pas seulement de l'expérimentation (G.A.) et lui donner plus de poids politique car elle reste marginalisée (public).

- Il y a une convergence entre les travailleurs précaires et les mouvements sociaux, mais il existe quelques limites : les chômeurs sont parfois un peu regardés de travers par les mouvements syndicaux et il leur a été reproché d'avoir une mauvaise approche des services publics comme, par exemple, l'utilisation des contrats précaires (C.L.).

Sur le rôle de l'Etat, les points de vue semblent diverger. Pour certains, l'Etat n'est plus porteur de solidarité. De plus, il y a un danger d'instrumentalisation de l'économie sociale par l'Etat (G.A.) ou pendant les élections (C.R.). Cependant, il existe des initiatives où l'Etat et l'économie sociale et solidaire interviennent ensemble : comme, par exemple, l'aide à domicile (R.R.).

MISE EN ŒUVRE DES ALTERNATIVES

Développer les entreprises sociales et les coopératives (E.R.) et les entreprises solidaires (C.R.) : il faut créer un comité avec une commission d'expertise et de consultation et établir des partenariats avec des interlocuteurs étrangers (E.R.).

Améliorer les conditions des salariés (D.A.) et des travailleurs précaires (C.L.) et défendre leurs droits : pour ce faire, il faut négocier collectivement, avec le soutien des syndicats pour obtenir les meilleures conditions de travail pour les salariés d'entreprises.

Pour le cas des travailleurs précaires, la Maison des Chômeurs a été prise en exemple : les chômeurs peuvent y trouver un accueil, une écoute, une orientation, des moyens pour rechercher de l'emploi. Ce lieu favorise aussi la création d'activités sociales, culturelles, etc.

Convergence entre les mouvements sociaux et l'économie sociale et solidaire :

- Il paraît essentiel de créer un réseau international. Il a été suggéré de créer un webzine avec plusieurs publications internationales afin d'encourager les échanges d'expérience d'économie solidaire (E.R.).
- Les mouvements sociaux et les acteurs de l'économie sociale et solidaire doivent collaborer pour changer les attitudes et les pratiques quotidiennes et aussi pour mener des actions politiques, notamment celles qui visent les institutions (C.D.S.). Il faut aussi collaborer en venant en appui aux manifestations comme celles du 1^{er} mai (C.R.). Il faut soutenir et travailler avec d'autres partenaires, tels que le commerce équitable représente aussi un acte politique (C.D.S. & W.M.).
- Faire des actions locales de revendication comme, par exemple, dans les supermarchés (W.M.) lors de l'augmentation des prix et du passage à l'euro. Ces actions permettent de désigner « l'ennemi ». Mais les actes violents ne sont pas toujours appréciés (public).

Titre : Développer le secteur de la finance sociale et solidaire, créer un système financier solidaire mondial

Coorganisé par :

- Triodos Bank (ni-be-gb-es)
- Merkur
- ESFIN- IDES
- INAISE (fr)
- MAF Finance (it)
- FEBEA (be)
- Alliance 21 (fr)
- Finansol
- Coordination sud

Intervenants :

- Frans DE CLERCK (nl)
- Jean – Paul VIGIER (fr)
- Gabriella BAITANI (fr, it)
- Stéphane STUROCK (gb)
- Giovanni ACQUATI (It)
- François SOULAGE (fr)
- Henri ROUILLE D'ORFEUIL (coordinateur)

SYNTHESE DES DEBATS

1^{er} Thème : la finance solidaire

DESCRIPTION

Dans les bourses on compte environ 2000 milliards d'euros qui circulent par jour ; l'économie solidaire représente environ 300 millions. Petite part mais pas négligeable. Chaque investisseur sait où va son argent. Majoritairement dans l'économie sociale, c'est à dire l'insertion, la culture, l'environnement, le commerce équitable, etc. Le mouvement coopératif prend ses sources au 19^e siècle. La nouvelle coopération financière telle qu'elle se développe de nos jours date d'après 1968. But : mettre l'argent à la disposition de ceux qui en ont besoin.

La finance solidaire est née d'initiatives locales à la charnière des années 70-80. Période de montée du chômage. Nécessité de donner à la notion d'entreprenariat une dimension large. On retrouve ces mouvements à caractère national un peu partout dans le monde. Ces mouvements ont rencontré des banques qui en sont devenues les premiers partenaires : crédit mutuel, caisse d'épargne, etc. La donne a changé notamment avec l'internationalisation, par exemple à Porto Alegre. Possibilité de changer d'échelle.

L'outil de la banque solidaire est exceptionnel. Il dit où va l'argent. Les autres banques n'ont pas cette transparence. Mais la banque éthique n'est pas aussi souple que les banques traditionnelles.

L'argent est un outil, mais il fait l'objet d'un blocage au niveau des mentalités. L'argent doit faire l'objet d'un déblocage culturel, alors on pourra passer à l'économique et au financier.

ALTERNATIVES ET MISE EN ŒUVRE

Le micro crédit : prêt de petits montants à des gens qui sauront en faire quelque chose de valable. Il faut distinguer aussi entre microéconomie libérale et microéconomie solidaire et promouvoir la notion de capital social.

Impression que la solidarité est parcellisée, que chacun est solidaire dans son coin, dans son secteur spécifique. Il faut essayer de montrer qu'il y a un lien, que la chaîne de la solidarité est très longue.

Il y a des institutions créées par des mouvements, par exemple « banca etica » en Italie.

Il y a aujourd'hui toute une panoplie d'instruments de finance solidaire que peuvent utiliser les investisseurs. Un exemple : INES. Existe depuis 14 ans. Priorités actuelles : affirmer la dimension trans européenne, aller vers une plate-forme transnationale.

Autre exemple : Fébéa. Fédération créée depuis 3 ans. 4-5 institutions financières se sont réunies autour de certains besoins. Notamment de garanties et de fonds propres.

Aujourd'hui fédère 13 groupes financiers à travers l'Europe. Fébéa a créé 3 outils financiers :

- un fonds de garantie mutuel : garantie au second degré des prêts accordés ;
- société de financement Cébéa ;
- fonds de placement éthique et solidaire destiné à financer Fébéa et d'autres organismes.

L'objectif final est la création d'une banque commune à tous ces organismes européens. Souhait que cette banque puisse être un instrument financier commun.

Fébéa a une Charte à laquelle adhèrent tous les membres ou les postulants.

avoir une indépendance politique et économique ;

diversité culturelle et éthique ;

finance des initiatives économiques (création d'emplois, développement durable, agriculture bio, diversité culturelle et éthique)

Fébéa constitue aujourd'hui à la fois un accélérateur et une professionnalisation de ces organismes financiers éthiques et solidaires afin qu'ils aient la solidité nécessaire pour remplir leur mission.

On a parlé de « banque mondiale solidaire », idée qui a évolué vers celle d'un système solidaire financier mondial : coopération à l'échelle mondiale. L'étape importante est de constituer des systèmes à échelle régionale.

Le FSE est le cadre parfait pour poser cette question évoquée déjà à Porto Alegre.

La notion de système est une idée forte : créer l'ensemble d'organes et de flux qui fassent système.

INES et la Fébéa sont déjà des réseaux européens qui permettent de construire les systèmes financiers transnationaux qui permettent de collecter l'épargne. En même temps, à l'échelle locale les différentes sous-régions doivent être équipées pour développer les moyens d'une économie solidaire.

En bref, on essaie de résoudre des problèmes pratiques. La différence n'est pas forcément dans les outils mais dans les objectifs. Ce sont les motivations qui divergent profondément.

Dernier exemple : la banque coopérative danoise. Elle finance des projets écologiques tels que l'agriculture biologique, la protection sociale, des projets culturels. Beaucoup de partenaires dans les pays scandinaves.

Remarque sur les taux d'intérêt : ceux-ci ne doivent pas être diabolisés. Ils ont leur raison d'être dans la prise en compte des risques. La question est plutôt celle de l'accès au crédit et des critères d'évaluation de la solvabilité. Il faut créer un système de garantie solidaire.

2^{ème} thème : La labellisation

DESCRIPTION

Une bonne partie des épargnants acceptent de perdre en rentabilité et d'accroître le risque à condition d'être sûrs que leur épargne serve à des motifs solidaires, d'où la nécessité de labels qui garantissent la traçabilité de l'argent investi.

Plus il y a d'intermédiaires et plus il y a besoin de labels.

Alternatives et mise en œuvre :

Comment peut-on labelliser ? Il faut clairement définir quelles sont les entreprises qui « produisent de la solidarité », c'est à dire :

- réinsèrent des personnes exclues (chômeurs sans ressources) ;
- recrutent au moins le tiers de leur personnel parmi les exclus ;
- investissent des territoires en difficulté ;
- investissent des pays du tiers monde ;

Le label va également démontrer aux pouvoirs qu'on produit de l'intérêt général par ces circuits-là. L'Etat doit participer en proposant des mesures fiscales avantageuses pour les entreprises solidaires.

Nécessité d'un label européen fondé sur des critères spécifiques. Question de savoir qui va l'attribuer. Réseau de banques, un forum pour communiquer, un label, un dialogue avec les pouvoirs publics.

Le Conseil de l'Europe est prêt à s'engager dans les études juridiques nécessaires à la mise en place de ces labels, entre autres choses. Ensuite il faudra chercher les appuis financiers indispensables auprès notamment des organismes européens concernés.

Exemple du label Finansol. Le label repose d'abord sur un principe de transparence : vérification des informations, suivi, etc. Il y a un Comité qui décide de donner le label puis processus de vérification annuel.

Question de la notation. Elle détermine la facilité d'accès aux capitaux. Il faut essayer d'imposer petit à petit le système de notation spécifique à l'économie solidaire dans la finance traditionnelle. L'idée est d'aider au développement des structures de l'économie sociale et solidaire en mettant en place les outils adéquats. On s'orienterait alors vers un "marché de la finance sociale", notion intéressante qu'il faudrait développer pour opérer à plus grande échelle.

3^{ème} thème : la cohésion sociale dans l'action du Conseil de l'Europe

DESCRIPTION

Le Conseil de l'Europe est une organisation politique regroupant 45 Etats membres pour promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et les libertés fondamentales. Plate-forme régulière dans laquelle se retrouvent les gouvernements, les parlementaires, les élus locaux, les représentants d'ONG (société civile).

Dispose aussi d'une vraie banque éthique.

Dimension paneuropéenne.

Pouvoir de faire se rencontrer et discuter ces divers représentants.

« Cohésion sociale » : au Conseil de l'Europe, s'entend comme un projet politique visant à assurer le bien-être l'ensemble des populations par la réduction des inégalités. Constat de l'émergence de nombreuses initiatives solidaires, par exemple dans le commerce équitable et

le tourisme solidaire. Ces initiatives sont un facteur essentiel de cohésion sociale. Porteuses de nouveaux liens sociaux. Ouvrent des gains de performance économique et de création d'emplois.

Initiatives porteuses d'un autre modèle de société. Participent à l'élaboration du concept de développement durable.

ALTERNATIVES ET MISE EN ŒUVRE

Question de l'accès réel au droit sociaux en particulier pour les plus démunis. Les droits sont le seul moyen de nous mettre en tant que citoyens sur une position d'égalité. Possibilité de mettre en place une plate-forme européenne de dialogue politique avec les gouvernements, par exemple pour faciliter les échanges entre les pays d'Europe, notamment avec les pays d'Europe de l'Est.

Quelques thèmes qui seront abordés à la prochaine réunion de Bruxelles :

- réintroduire l'éthique dans l'économie ;
- bilan des citoyens impliqués dans ces thématiques ;
- comment ces actions mènent à la cohésion sociale et au développement durable ;
- dans quels domaines ces initiatives pourront se renforcer ;

En 2004 : priorité donnée à la constitution de la plate-forme avec 5 types d'acteurs : membres du gouvernement, parlementaires, ONG, etc. 3 axes d'objectifs pour la plate-forme :

- politique : élaboration d'une charte européenne entre les différents acteurs ;
- faciliter la création d'outils spécifiques ;
- faire partager les richesses et acquis de l'Europe Occidentale à l'Europe de l'Est par exemple.

Le Forum de l'automne 2004 sera une date importante.

Il y a un avantage comparatif considérable à ouvrir le dialogue entre les différents acteurs et les différentes catégories sociales.

4^{ème} thème : l'enracinement dans le local de l'économie solidaire

Alternatives et mise en œuvre

Se demander comment notre argent peut être utilisé dans les différents domaines.

Les garanties ne sont peut être pas optimales mais il faut les mesurer à l'aune des projets développés.

Objectif : notre argent peut être utilisé pour les problèmes de marginalisation sociale.

Savoir qu'on n'est pas en mesure de tout faire.

La nouveauté n'est pas au niveau des outils.

La stratégie est d'impliquer les gens dans les territoires afin de lier solidement l'argent aux projets sur le terrain. Il s'agit de travailler sur les idées et ensuite de financer.

Pourquoi viser un système social mondial si tout s'enracine dans le local ? Par exemple, à partir d'un village italien de 8000 habitants, s'est construit un réseau. La dimension fondamentale est le territoire, les relations de proximité. Toutes les petites expériences sont interconnectées.

Il faut garder une stratégie de développement à long terme. Comment entrer dans un système de relation quand on ne se connaît même pas ?

Il faut partir d'une donnée, comparer nos expériences, commencer à nous connaître, partir des réalités des territoires, etc. Il faut partir d'un niveau de connaissance minimum.

Il ne s'agit pas de se mettre dans une position de donneur, ni de se placer dans une culture de domination. Il faut créer un mécanisme d'accompagnement et de réciprocité. Il s'agit de

promouvoir une "rentabilité" humaine et sociale et non seulement la rentabilité économique.
L'argent est utilisé pour créer du bien-être.

Transformation les rapports économiques et sociaux

Il a souvent été question de la réappropriation du pouvoir d'initiative économique pour imposer une autre vision de l'économie car elle n'est pas un but en soi (refus de la logique de spéculation, d'accumulation et de profit) mais un moyen de changer la société qui passe par la revalorisation du capital social face au capital privé.

L'enracinement dans le local et l'échelle de l'humain où se lient l'économique, le social et le politique sont des thèmes forts dans ces séminaires d'où il ressort qu'il est question de chercher la compatibilité de l'éthique avec l'économique: les différentes initiatives économiques doivent affirmer, au cœur des préoccupations, la place de l'être humain. Il faut une liberté d'initiative économique, une culture entrepreneuriale alternative qui ne soit pas celle du capitalisme sauvage. D'où le besoin, notamment, de démocratiser les procédures en entreprise.

Révision du rôle de l'argent

La dimension culturelle non négligeable de l'argent a été notée et il en est ressorti qu'il fallait dépassionner le rapport à l'argent. Pour se faire il est nécessaire de nettoyer l'image de monnaie sale : l'argent ne doit être perçu que comme un outil d'échange, un bien collectif et dont la valeur doit rester neutre.

Création de réseaux et d'alliances :

Beaucoup d'intervenants ont insisté sur le besoin de créer un espace de dialogue, d'échange et d'articulation entre les différents acteurs. En effet, l'organisation de réseaux aux niveaux national, régional et global, et la création de partenariats avec d'autres acteurs de l'économie sociale et solidaire (mouvements sociaux, ONGs, interlocuteurs étrangers, etc) est apparue essentielle afin d'avoir plus de poids lors des négociations avec les pouvoirs publics ou les institutions régionales et internationales.

Il ne faut pas non plus céder à l'angélisme du partenariat, de la solidarité et du dialogue fédérateur: la coopération peut s'avérer difficile comme dans le cas des mouvements des chômeurs, un peu 'pris de haut' par d'autres acteurs, et les exclus font souvent preuve d'un fatalisme difficile à briser.

Rédaction de Chartes

Dans la plupart des séminaires, les participants ont exprimé la nécessité de rédiger des chartes fondées sur des principes éthiques, de réciprocité et de solidarité qui régulent les échanges des différents acteurs de l'économie sociale et solidaire. Le but est d'engager et d'étendre la responsabilité sociale et environnementale des différents acteurs (entreprises, coopératives, citoyens, consommateurs, salariés, Etats, associations, organismes internationaux, etc.) pour éviter les dérives.

Labellisation

Dans la même perspective des Chartes, il apparaît tout aussi important de mettre en place des systèmes de labellisation avec des normes précises pour les produits et services issus de l'économie sociale et solidaire. Le but est de garantir l'origine des produits, d'améliorer les standards, de diversifier les voies de commercialisation, ainsi que d'assurer la traçabilité de l'argent et la fiabilité de son utilisation, de créer un système de notation qui détermine la

facilité d'accès aux capitaux de la finance solidaire. Pour ce faire, les participants ont mentionné l'importance de s'impliquer dans les études juridiques soutenues par des instances comme le Conseil de l'Europe et dans la recherche des appuis financiers, nécessaires à cette labellisation. Une problématique qui a été soulevé à ce sujet est qui *va attribuer les labels* ? Par ailleurs, certains ne sont pas d'accord avec la labellisation du commerce équitable considérant qu'il n'est pas un produit mais un processus. Il a été également souligné le besoin de créer des indicateurs autres que ceux de l'économie classique, pour mesurer l'économie sociale et solidaire.

Education des populations

Il a été beaucoup question de l'évolution des mentalités par l'éducation populaire (rendre les consommateurs plus responsables - « consom'acteurs » -, lutter contre le fatalisme des salariés, par exemple) ce qui nécessite l'adoption d'un langage qui soit accessible pour les populations. Ce processus implique la construction d'une parole légitime avec des personnes engagées et un équilibre entre parole et action au service de la transformation.

Démocratie participative

Un autre thème récurrent à été celui de la démocratie participative, processus partant du local vers le global : construire des projets d'économie sociale et solidaire dans une logique de proximité, au niveau local pour se projeter ensuite vers l'extérieur, le global, avec la construction de réseaux ou d'alliances. Plusieurs initiatives ont été exposées : diagnostic partagé, entreprise de voisinage, etc. Elles sont les preuves d'une tentative de mise en valeur du capital social à travers une plus large participation des habitants, des salariés, des citoyens dans les processus de prise de décision.

Démarginalisation

Il a souvent été observé que des initiatives alternatives restaient trop souvent des « concepts niches » (exemple du commerce équitable et des coopératives notamment), des initiatives marginalisées faute de mobilisations collectives. Par conséquent, face à l'économie sociale et solidaire qui reste trop marginalisée se pose par exemple la question de savoir si elle ne relève que de l'expérimentation, si elle devrait avoir une démarche corrective du marché ou être une alternative au mouvement de marchandisation généralisée. Face aux problèmes de marginalisation qui rendent les combats peu opérationnels, il a donc souvent été question de la mutualisation des outils et des expériences.

Révision du rôle de l'Etat et des institutions internationales

Pour l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire, l'Etat et les organismes internationaux représentent des obstacles à leurs projets. A ce titre, il apparaît nécessaire de faire évoluer la position de ces entités pour qu'elles accordent une reconnaissance sociale aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, à travers la mise en place de systèmes de fiscalité positive et de politiques douanières favorables aux projets alternatifs.

Ateliers

- Construction d'un réseau européen d'experts indépendants et solidaires..... p 52
- Education populaire et économie solidaire p 54
- Finances et structures de l'économie solidaire : des témoignages dans trois continents et trois pays, France, Québec, Brésil..... p 58
- Le Jeu n'est pas une marchandise – consommer n'est pas jouer..... p 65
- L'économie solidaire pour construire autrement le territoire..... p 67
- Comment partageons-nous nos savoir-faire solidaires ?..... p 70
- Femmes et économie solidaire..... p 71

TITRE : Construction d'un réseau européen d'experts indépendants et solidaires

SYNTHESE DES DEBATS

Synthèse de l'atelier : Le samedi 15 novembre 2003, RESOL a organisé au Village de l'Économie Sociale et Solidaire à Saint-Denis un atelier « En France, le mouvement social (syndicats, comités d'entreprise, associations, ONG, coopératives...) a-t-il raison de faire l'économie de l'expertise solidaire ? Qu'en est-il ailleurs en Europe ? ».

Cet atelier a réuni plus de trente participants, des membres de RESOL mais aussi d'autres acteurs du développement solidaire (associations, Scic...). Il en est ressorti des éléments de diagnostic commun sur la question de l'expertise (danger de banalisation face au modèle libéral dominant, soumission aux logiques bureaucratiques, problèmes de financement de l'économie sociale et solidaire et des expertises appropriées et l'identification de pistes de travail ont également été identifiées.

LES PRINCIPAUX THEMES DE LA SESSION

Les différentes interventions des participants à l'atelier ont de nouveau mis en évidence les constats qui avaient prévalu à la création de RESOL : d'une part, l'intrusion massive des grands groupes d'expertise liés à des multinationales au sein de l'économie sociale, solidaire, locale, associative ; d'autre part, la soumission à la norme bureaucratique. De nombreux exemples sont venus illustrer ce propos.

A titre indicatif, une association de commerce équitable à Marseille qui s'est posée la question du recours à un expert traditionnel pour finalement « avoir l'impression que les consultants en finances solidaires n'avaient jamais créé d'entreprises solidaires ». Ou encore, cette entreprise d'insertion de Genève qui a été dans l'obligation de certifier ses activités avec les normes ISO pour un coût considérable, et sans que cette certification rende vraiment compte du travail effectué.

Le quantitatif prend alors le pas sur la qualité du projet, ses enjeux sociaux et environnementaux. Les valeurs de l'économie sociale et solidaire sont reprises sans qu'il y ait adéquation avec les pratiques ; elles servent de paravents. S'il n'y a pas d'action collective sans mesure (le système de mesure permet de déléguer, financer, décentraliser, anticiper), on constate aujourd'hui un renversement : l'action est au service de la mesure.

L'accent a été mis en particulier sur la situation paradoxale que les acteurs de l'économie sociale et solidaire eux-mêmes ont tendance à s'abriter derrière les critères de l'économie libérale quand il s'agit de mener leurs actions. On notera notamment la difficulté des banques de l'économie sociale à appréhender les besoins des entrepreneurs sociaux. A également été pointée la même tendance dans le recours aux experts pour les accompagner dans leur démarche (audit, communication, etc.).

Les membres d'une Scic (Société coopérative d'intérêt collectif) ont en particulier souligné la difficulté de financement d'une expertise appropriée : « il existe deux types d'études, celles qu'un nous demande, qui sont financées à 50% et pour lesquelles il faut encore trouver 50% de financement, et celles dont on a réellement besoin que nous devons financer à 100% ». Les propositions d'alternatives. Pourtant, il existe d'autres pratiques d'expertise, de conseil et d'appui fondées sur l'adaptation aux situations locales, des processus participatifs, la transparence...

Ainsi, le témoignage d'un membre d'une Scop de communication : « Par rapport au marché, quand on s'annonce comme une coopérative, beaucoup entendent autogestion, poussière... et non nécessité de réussir, sérieux du plan comptable... Aujourd'hui, on avance qu'on sait faire de la communication, et parce qu'on est une coopérative, une communication différente qui permet, dans l'échange avec nos clients, d'être dans ce qu'ils sont, et non dans des schémas que nous aurions développé a priori ».

Nous devons donc continuer sur l'identité de ces structures d'expertise, en mettant l'accent sur la référence à l'économie sociale et solidaire, non comme secteur institué (dont on doit faire une lecture critique) mais dans l'effet de levier des acteurs porteurs d'une démarche de transformation sociale.

Il s'agit pour cela de définir et de mettre en visibilité cette expertise indépendante et solidaire afin de renforcer ce secteur fragile. La mise en œuvre des alternatives. Mobilisation d'experts engagés contre la main mise libérale et pour le développement solidaire autour des axes suivants :

Crédibilité / exemplarité. Tous les discours ne pourront pas dépasser la force du discours libéral dans les esprits ; d'où la nécessité de démontrer qu'il est possible de travailler autrement. Il faut travailler sur la qualité de l'expertise solidaire et capitaliser les expériences où une crédibilité a été acquise, par exemple en matière d'appui au secteur associatif, la qualification des bénévoles et salariés dans les petites associations. Enjeu de cohérence, notamment dans la relation entre les experts et les différents clients.

Critères. Construire nos propres critères, qui ne sont pas ceux des financiers. Travailler notamment sur la façon dont l'action solidaire pourrait redonner sens à l'action collective et aux systèmes de mesure.

Confrontation. Interpeller les acteurs de l'économie sociale et solidaire, et en particulier les employeurs, dans leur rapport à l'expertise. Travailler les contradictions dans la mesure où des convergences existent, qu'un espace de création est ouvert.

Financement de l'expertise sociale et solidaire. Poser la question des moyens. Comment développer notamment les investissements en matière de recherche-développement. Réfléchir sur le système des chèques-expertise.

Echelle européenne, autour notamment des thèmes suivants : accès au marchés européens pour les petites structures, évaluation de la relation d'expertise, quelles expertises pour construire l'Europe sociale. Pourrait donner lieu à une enquête/ état des lieux, à un séminaire, à une campagne.

Titre : « Education populaire et économie solidaire ».

Organisé par :

- Peuple et Culture
- l'Agence pour le Développement Local (ADEL)

Intervenants principaux :

- Pierrette Soumbou de REACTIVES,
- Laurent Assathiany du MDS (Mouvement pour le Développement Solidaire),
- Mohammed Rhoulam du CNLRQ (Régies de Quartier),
- Jean-Pierre Lefebvre de COMELIA, d'un centre social et d'ATTAC Elbeuf.

Texte introductif de Jean Gondonneau

Comme les autres ateliers, cet atelier «*éducation populaire et économie solidaire* est un lieu de confrontation de nos pratiques et de nos luttes, un espace de réflexion collective sur le développement d'initiatives locales et solidaires rassemblées au sein du mouvement pour l'économie solidaire qui, en mars 2002, à Lille a été refondée par l'Inter-Réseau de l'Économie Solidaire (I.R.E.S.).

Madeleine Hersent, responsable de l'ADEL, est coprésidente du MES ; en tant que président de Peuple et Culture, je suis secrétaire du MES : c'est ensemble que nous avons voulu animer cet atelier.

Ensemble, nous allons nous interroger sur notre recherche comme d'une alternative à l'économie libérale et à l'idéologie qui la sous-tend en rappelant tout d'abord les valeurs qui historiquement ont inspiré l'éducation populaire et l'économie solidaire, l'une et l'autre porteuses de luttes, au XIX^{ème} siècle, en Europe du mouvement ouvrier.

On voit apparaître les associations mutuelles dès 1789, elles vont surtout se développer de 1815 à 1848. Elles cherchent à remédier aux maux qui frappent les ouvriers : accident du travail, chômage, maladies, etc. Ainsi, par exemple, en 1832, les ouvriers tisseurs de Paris fondent, le 14 octobre, la Société d'union fraternelle et philanthrope. En plus des secours en cas de maladie, les statuts prévoient une indemnité de 10 francs pour les sociétaires dont les patrons fabricants n'acceptent pas les tarifs. (Bénigno Cacérés, *le Mouvement ouvrier*, Peuple et Culture, Seuil 2^{ème} trimestre 1967, page 78.)

Sur les origines de la solidarité ouvrière, l'histoire des Bourses du Travail est exemplaire « ...admirez cette organisation syndicale et coopérative qui, chaque jour, s'étend et embrasse de nouvelles catégories de travailleurs, cet englobement de toutes les forces prolétaires dans un réseau serré de syndicats, des sociétés coopératives, de ligues de résistance ; cette intervention toujours croissante dans les diverses manifestations sociales ; cet examen des méthodes de production et de répartition des richesses, et dites si cette organisation, si ce programme, si cette tendance caractérisée vers le beau et le bien, si une telle aspiration à l'épanouissement parfait de l'individu ne légitiment pas tout l'orgueil qu'éprouvent les Bourses du Travail. » (Fernand Pelloutier, *Histoire des Bourses du Travail : origine, institution, avenir*, Paris, éditions Alfred Coste 1921 page 263/264 cité par Bénigno Cacérés, dans *Histoire du Mouvement ouvrier*, Peuple et Culture, Seuil, page 171).

Aux menaces de toutes sortes qui pèsent sur eux, les travailleurs répondent en quelque sorte d'instinct en essayant de s'unir, de s'associer. Or, trois modèles d'associations sont possibles : celui des corporations, celui des compagnonnages et celui des confréries, organisations bien faisantes, tout à la fois religieuses et professionnelles. C'est à tâtons, en quelque sorte à mi-chemin entre ces trois formules héritées du passé et toutes trois déjà caduques, que les travailleurs cherchent leur voie. Un mutualisme va renaître sous forme de sociétés philanthropiques. C'est le plus souvent un alibi auquel l'administration ne croit guère. Les sociétés de prévoyance sont des sociétés de résistance. Ainsi, l'on peut tenir qu'originellement la mutualité ait été une société ouvrière... L'apparition d'une élite de militants ouvriers semble être à l'origine du mouvement ouvrier proprement dit. Marcel David propose la définition suivante du «mouvement ouvrier» : « Par mouvement ouvrier, on entend...la série d'institutions où se trouvent les travailleurs et tous ceux qui choisissent de militer à leurs côtés conscients les uns et les autres de leur solidarité et de l'utilité pour eux de s'organiser en vue de préciser leurs objectifs communs et d'en poursuivre la réalisation. » Comme le montre Geneviève Poujol dans *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs* (économie et humanisme, les éditions ouvrières 3^{ème} trimestre 1987 pages 15 à 21), il y a certes une correspondance de dates frappante entre celles qui concernent l'apparition des institutions qui caractérisent le mouvement ouvrier et celles qui caractérisent le mouvement d'éducation populaire... Pourtant peut-on considérer qu'il y ait une relation de cause à effet dans l'apparition de l'un ou l'autre mouvement ? Nous pensons que ces deux mouvements ont eu une évolution parallèle même si l'on peut faire état de rencontres partielles d'individus avec des institutions, comme ce fut le cas en milieu protestant dans le cas des solidarités où la pointe avancée du « christianisme social » réussit pendant quelque temps (1903-1904) à établir le contact avec le mouvement ouvrier.

Certes, les membres de l'Internationale se préoccupent du problème de l'éducation des adultes. L'élite ouvrière dans son ensemble participe à l'Internationale. Un grand nombre d'ouvriers adhère à la franc-maçonnerie et aussi à la Ligue de l'Enseignement. Son fondateur, l'écrivain Jean Macé, soutient la candidature de l'ouvrier bronzier Tolain lors des élections de 1863 et 1864 et s'intéresse aux travaux de la commission ouvrière de 1867. Les liens de la Ligue de l'enseignement et de l'Internationale s'étendent à toutes les villes de province. Le mouvement de l'éducation populaire, si on veut l'appeler ainsi, est bien un mouvement animé par des éléments des couches nouvelles qui, prenant conscience de l'apparition d'un mouvement ouvrier, tentent « le rapprochement des classes mais en s'adressant aux ouvriers en tant qu'individu et non au mouvement dans son ensemble... L'apparition de ces mouvements doit bien son origine à la même cause : la révolution industrielle qui restructure les classes sociales et donne à certaines fractions de classe un rôle nouveau et socialement actif. Charles Gide avance le chiffre de cinq mille français participant à une association avant que la loi en 1901 ne donne un cadre à cette forme de regroupement. S'inspirant de la typologie que Le Play avait utilisée pour l'exposition Universelle de 1867, Charles Gide dénombre 45 148 associations en France, chiffre qu'il estime très inférieur à la réalité peut-être de moitié, car il ne comprend ni les associations religieuses et politiques, ni celles qui n'étaient pas connues de l'administration.

S'agissant de celles qui concerneraient ce qui correspond aux valeurs de solidarité, on peut identifier : 11 232 associations de secours mutuel et de prévoyance et 1918 associations coopératives (Cf. Geneviève Poujol *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs* collection économie et humanisme, les éditions ouvrières 3^{ème} trimestre 1987 page 37).

L'éducation populaire est à replacer dans le contexte idéologique où elle s'est développée au XIX^{ème} siècle « A ce moment, écrit Geneviève Poujol, ceux qui aspirent à prendre le pouvoir -et qui le prendront en fait- développent une idéologie éducative. Ils vivent dans ce qu'il faut peut-être appeler une croyance éducative. » François Furet et Jacques Gzorif parlent, eux, d'une « illusion volontariste ».

Ce rapide rappel historique pour resituer l'éducation populaire et l'économie solidaire dans les luttes du mouvement ouvrier nous permet d'avoir à l'esprit les valeurs fondatrices communes historiquement héritières qui inspirent aujourd'hui encore nos pratiques. C'est donc de notre confrontation à la réalité qu'il va maintenant être question dans nos échanges et dans nos débats.

Comment les valeurs fondatrices qui inspirent l'éducation populaire et l'économie solidaire se retrouvent-elles, aujourd'hui, dans des initiatives et des prestigieuses alternatives susceptibles de se nourrir réciproquement ?

En quoi la démarche spécifique que l'on retrouve dans des pratiques identifiantes de l'éducation populaire aujourd'hui, et avec elle le développement d'une formation citoyenne favorisent-elles des réalisations quotidiennes concrètes de l'économie solidaire ? Réciproquement, comment une économie sociale, lorsqu'elle est réellement solidaire, favorise-t-elle une organisation dynamique de l'éducation populaire au sein de structures alternatives en rupture avec le consumérisme ambiant ?

Nous allons donc analyser, grâce à différents témoignages, les points communs et les différences entre éducation populaire et économie solidaire et identifier les liens qui les rapprochent et, sous certaines formes, les réunissent.

Notes d'Eloïse Giovannelli sur le déroulement de l'atelier :
Intervenants principaux (assis à la table des intervenants) :
Pierrette Soumbou de REACTIVES,
Laurent Assathiany du MDS (Mouvement pour le Développement Solidaire),
Mohammed Rhoulam du CNLRQ (Régies de Quartier),
Jean-Pierre Lefebvre de COMELIA, d'un centre social et d'ATTAC Elbeuf.

Pour situer et lancer le débat, Jean a fait un rappel historique de l'évolution parallèle de l'éducation populaire et de l'économie solidaire. Puis, il a donné la parole aux intervenants et enfin la salle a pu s'exprimer. *Il était important de donner la parole aux **acteurs car au-delà des valeurs il y a les pratiques.***

Constat : l'économie solidaire manque de visibilité et de reconnaissance.
Volonté : recherche commune d'alternatives contre l'idéologie libérale.

Pierrette Soumbou, en présentant les actions développées avec des femmes (françaises et issues de l'immigration), prouve qu'il est possible de remettre l'humain au centre des relations en révélant les richesses intérieures de chacun et en les partageant. Concrètement, en partant de ce qu'apportent les femmes (leurs propres savoir-faire ayant trait à la cuisine, à la friperie, à la coiffure...) il est possible de monter un restaurant. Mais comment faire reconnaître et valider ces acquis non-scolaires ? Importance de la VAE (Validation des acquis de l'expérience).

Ma réaction : Cultivons cette richesse culturelle variée au lieu de l'anéantir au nom d'une culture unique.

De la prise de parole de Laurent Assathiany, je retiens :

- l'idée de passer de la défensive à l'offensive (de *lutter contre l'exclusion* passer à *lutter pour le développement solidaire*),
- le droit à l'initiative,
- devenir acteur de sa propre histoire/ être responsable
- agir de façon efficace sur le terrain
- *les personnes sont porteuses de savoirs et de changement*
- qu'est-ce qui fait richesse ?

De la prise de parole de Mohammed des Régies de Quartier, je retiens l'idée essentielle de travail en commun. Dans ce cas précis, travail commun entre les habitants du quartier, la Mairie et le bailleur HLM où se développent une écoute réciproque, un « se réunir pour agir », un « faire confiance dans les gens qui habitent le quartier », un « faire participer les habitants » (on part bien de la personne).

Comment devenir citoyen quand l'exclusion est totale (chômage, pas le droit de vote...)?

De la prise de parole de Jean-Pierre Lefebvre, je retiens l'idée que « les gens débrouillés deviennent autonomes ».

De la salle, la réaction la plus spontanée est venue d'une femme qui trouve qu'il faut dépasser le bricolage que font actuellement les associations, être plus fort, et demande, dans un cri du cœur, *comment faire ensemble pour transformer la société ?* Elle constate enfin qu'on est obligé de faire de la solidarité sinon on meurt.

En vrac, j'ai retenu des diverses interventions du débat :

- vouloir changer le monde ce n'est pas une nouveauté, d'ailleurs le monde va mieux qu'avant, mais il faut imaginer une alternative et proposer énormément d'initiatives (Mohammed)
- quel sens donnons-nous à la vie ? que faisons-nous par rapport aux gens qui sont en difficulté ? Nous manquons de repères et c'est une formidable aventure ! (Laurent)
- un homme propose de faire l'état des lieux des initiatives pour les rendre visibles.
- pour Madeleine, il nous faut casser les rapports d'exclusion, inventer une nouvelle société.
- pour d'autres, il nous faut être des citoyens du monde et n'être plus frileux par rapport aux patrons car l'éducation populaire passe aussi par le travail ; il nous faut bousculer les médias et que ce soit les acteurs eux-mêmes qui s'expriment (médias régionaux).
- Jean dit quelques mots sur l'Entraînement Mental, notamment que c'est une pratique qui permet la résistance : la résistance se construit culturellement ; s'y mettre à plusieurs permet d'être plus fort.
- crise de la représentativité ?
- les uns n'ont pas à dominer les autres ; inventer des formes politiques nouvelles.

Titre : « Finances et structures de l'économie solidaire : des témoignages dans trois continents et trois pays, France, Québec, Brésil ».

Intervenants :

- Henrique PARRA : chercheur en collaboration avec le département « Développement solidaire » de la mairie de Sao Paulo Brésil)
- Joël LEBOSSÉ : directeur de la filiation, fonds d'investissement local et coopératif, Québec)
- Jacques DUGHERA (Président de la bourse aux financements solidaires, France)
- Elisabeth BOST : directrice du réseau Coopérer pour entreprendre, France)
- Pascale CARON : responsable du développement à la Caisse d'économie Desjardins des travailleurs et travailleuses, Québec.

Animé par Christian TUBEUF, directeur d'Eficea, France

Sommaire :

- I. Les coopératives
- II. Le développement de l'économie sociale et solidaire au Brésil
- III. L'économie sociale et solidaire au Québec
- IV. Les syndicats de travailleurs
- V. Les échanges dans le cadre PAFOUS
- VI. Questions –Réponses
- VII. Tour de table final

I. les coopératives

Au Québec, les coopératives sont très développées, ainsi que les associations. Les «4P» sont un élément essentiel d'appréciation de l'économie sociale et solidaire dans cette région du Canada :

- Primauté de l'homme sur la capital
- Prise en charge collective de l'activité
- Processus démocratique de décision
- Production de biens et de services socialement utiles

Dans les années 80, naissance du statut d'entrepreneur salarié. Développement collectif d'une activité/ exemple : coopérative à Lyon qui regroupe environ 500 salariés.

Moyens et compétences : aide pour le développement au delà de leur simple activité économique.

❖ Le but d'une coopérative est de :

- Fournir du travail à ses membres
- Pas de gérant /PDG mais un directeur
- Etre socialement utile dans la façon de produire (P n°4) Par exemple au Québec où beaucoup de secteurs sont développés en coopératives (funéraire, activités scolaires, etc...)

❖ Fonctionnement d'une coopérative :

- Les syndicats de travailleurs ne sont pas autonomes au Québec
- Des fédérations se sont développés pour chaque secteur. Un Conseil de la coopération du Québec rassemble toutes ces fédérations. Il n'existe pas de regroupements multisecteurs comme en France.
- La réserve de la coopérative est impartageable, comme en France. Les surplus peuvent cependant être partagés.
- Le processus de décision démocratique dans une coopérative est dur à bien faire fonctionner, mais si cela marche, la coopérative continue.

L'important est de réussir à faire autrement à travers une économie plurielle.

- Le mouvement coopératif québécois porte un mouvement politique. Le problème qui se pose est de transformer le monde dans lequel on veut transformer la manière de travailler.
- Les échelles de salaire dans une coopérative au Québec sont décidées par les membres, en AG du conseil d'administration.
-

II Le développement de l'économie sociale et solidaire au Brésil

Intervention de Henrique PARRA sur le Brésil

Il est important de se rappeler tout d'abord le contexte de l'économie sociale et solidaire au Brésil.

❖ L'économie populaire a commencé dans divers milieux au début (milieux communautaires) en tant qu'alternative au chômage. Et ceci vers 1995.

- Les universités publiques travaillent sur des incubateurs (travail de terrain et travail de recherche et de production de discours)
- Une autre dimension est celle des syndicats : perte de pouvoir dû à une hausse du chômage. Que faire ? Organiser des activités, des entreprises autogérées. (les années 90 étaient une période de crise pour les entreprises : beaucoup de fermetures, 20% de chômage à Sao Paulo quand sa structure s'est développée !).
- Contexte de lutte permanente pour la propriété de la terre. Naissance d'initiatives populaires. On commence donc à développer l'économie solidaire, mais plus dans une démarche de subsistance à ce stade.

❖ Conception de programmes de développement : création de mouvements d'incubation, développement de partenariats avec les universitaires (savoir faire technologique..., établissement de réseaux pour le développement local).

Il y a 96 arrondissements à Sao Paulo : quels sont ceux prioritaires ?

Développement du RMI pour des personnes qui acceptent parallèlement de travailler à d'autres activités (solidaires). Ainsi, faire participer des gens à d'autres programmes d'économie populaire.

Jacques Dughera réagit aux propos de Henrique Parra :

Il existe pour lui des barrières en France au développement de l'économie sociale et solidaire. :

- problème de sensibilisation car on réagit dans l'urgence (problème similaire au Brésil)
- le sectoriel est une barrière : avoir une vision plus transversale est important.
- Forces de transformation : peu d'universitaires en France s'investissent dans le secteur.
- Problème de financement

III L'économie sociale et solidaire au Québec

Dynamique socio - politique dans cette province : capacité importante pour s'engager dans de nouvelles initiatives. Exemple : en 1996, quand face à d'importantes difficultés, le gouvernement s'engage pour le développement de l'emploi dans les régions et pour le développement de l'économie sociale.

Programmes publics qui encouragent le lancement de secteurs économiques entiers.

Par exemple dans le secteur de la production de services socialement utiles, on compte 3000 coopératives et 124 000 emplois.

Illustration des 4P dans le secteur de l'environnement :

- sensibiliser le consommateur par la collecte sélective (3 poubelles)
- création de magasins ne fournissant plus certains articles non indispensables.
- Développement d'un marché de l'occasion autour du socialement utile.
- Recyclages, etc...

Illustration des 4P dans le secteur des media communautaires (avantages pour l'accès au débat citoyen). Ce développement est important dans le sens d'un meilleur accès à Internet pour la population par exemple : offre technique pas suffisante géographiquement parlant, elle n'est pas présente partout.

IV Les syndicats de travailleurs

Joel Lebosse pour le Canada :

- Retraite par capitalisation : les syndicats ont créé le Fonds de travailleurs en 1983 puis la confédération des syndicats nationaux
- Caisse d'économie des travailleurs : économie sociale
- Initiative gouvernementale : prêt pour les coopératives de 50 000 dollars.

Au Brésil, origine syndicale :

Chaque organisme travaille dans une direction différente (but politique différent). D'où une volonté de créer une charte de principe : orientation pour le processus d'incubation (présentation du projet, 10 mois pour une action ; formation citoyenne, gestion démocratique, respect de l'environnement, etc...).

Des partenariats avec la société civile se sont développés :

Conditions :

Profil : surtout des femmes, + 40 ans, peu de formation scolaire / technique, n'ont parfois jamais travaillé !

Géographie : élément important à prendre en compte.

Recherche d'outils pour aider les programmes : les outils financiers, technologiques sont des éléments centraux. Henrique Parra recherche aussi des cadres normatifs d'aide. Ainsi, les réseaux d'incubateurs vont aider au niveau de la formation des personnes qui travaillent dans des structures d'incubation elles-mêmes.

Exemple d'actions :

- Inviter les gens des banques, créer des groupes de travail pour établir une méthode d'intervention tripartite (banque - programme d'économie solidaire de la mairie – incubateur qui apporte de l'info et est un intermédiaire pour trouver du crédit).
Création d'un plan très détaillé d'évaluation des projets. Il n'existe que depuis 3 mois donc pas encore de résultats. Henrique Parra est lui-même présent, il note la qualité des projets présentés (avant très gros problème de viabilité économique).
- Autre problème important : les gens qui participent à ces programmes ont peur de prendre/ d'accepter le crédit. Une démarche plus éducative a donc été mise en place pour casser ce tabou économique entre les entreprises et les banques.
- Il faut aussi faire attention à ce que ce ne soit pas les banques qui au final décident des entreprises.

AU QUEBEC : LA CAISSE DES TRAVAILLEURS

Elle a été fondée en 1971 par un syndicat, pour faciliter l'accès au crédit bancaire. Elle est aujourd'hui tournée vers l'économie sociale et solidaire.

Ses membres : les gens y adhèrent pour sa mission. Elle est soutenue par les syndicats et les communautés religieuses. Elle est investie dans l'économie non classique.

Financement : Ainsi, il ne faut pas dire que c'est une économie où il n'y a pas de moyens. 600 millions de chiffre d'affaires réalisé dans l'économie plurielle.

Cette structure est un lien entre tous les réseaux. Elle est soumise à des normes bancaires.

Son fonctionnement : elle fait appel à ses partenaires en cours de table pour des co financements. Permet de cette manière de ne pas demander de garanties personnelles au porteur de projets.

V. Les échanges dans le cadre de PAFOUS

Les outils en France : présentation de la BFS par Jacques DUGHERA (...). Il a préféré le faire du point de vue des porteurs de projets, car depuis le début de l'atelier, beaucoup de choses ont été dites surtout du point de vue des financeurs.

BFS permet :

- gain de temps
- une utilisation des nouvelles technologies
- importance de l'accompagnement qui apporte des dossiers de qualité
- faire travailler ensemble tous les financeurs est quelque chose de plus difficile. Cela permet de répondre à une demande de financement plus importante que pour des micro projets.

Les outils mis en place au Québec :

Un guide de l'analyse des entreprises sociales et solidaires a été mis en place (bientôt publié) par les 56 financeurs habituels.

On note l'importance de la qualité de l'association et de l'entreprise (grille d'évaluation, concordance aux 4 P, ancrage dans le milieu (communauté locale), qualité du porteur ? CA ?, qualité des RH, moyens d'exploitation ? financements ? etc...

Évaluation commune des projets proposés

Il est important de ne pas faire uniquement attention à la dimension financière.

PAFOUS : PARTENAIRES EN ANALYSE FINANCIERE POUR LES OUTILS SOLIDAIRES

❖ C'est un programme d'échanges car il n'y a pas forcément le même type de fonctionnement dans ces deux pays.

Exemple : comptabilité différente. Il faut connaître les ratios afin de pouvoir échanger autour du sujet.

Cet échange s'est surtout développé par le biais de la visioconférence. Au départ, initiative des Québécois et, ensuite, association des Brésiliens.

❖ Joël Lebosse : dire les mêmes choses avec les mêmes mots leur a pris 2 ans. On découvre grâce à de tels échanges des façons d'être évoquées chez soi et réalisées par d'autres. cela permet alors parfois de tourner en rond.

PAFOUS est très mobilisateur au Québec. On voit qu'ailleurs aussi ça existe et que ce n'est pas une logique d'approche locale.

Que signifie pour Henrique Parra la recherche de cadres normatifs ? Est ce que l'ingénierie peut être une bonne réponse ?

Pour lui, ce partenariat PESO est très positif car c'est une possibilité d'échanges enrichissants. Cela permet de faire des démarches de la plus grande efficacité sociale possible (dans la recherche de partenariats, etc..)

Un secrétariat national de l'économie sociale vient d'être créé où les échanges peuvent être plus efficaces.

Cependant, d'après lui, il faut faire attention car il y a un risque réel de la dépense de l'expérience. En effet, il n'existe pas forcément les moyens au niveau local de mettre en place des actions en fonction de cette expérience acquise.

Ce qu'il entend par cadres normatifs, c'est plutôt de nouvelles formes juridiques qui peuvent donner aux entreprises les moyens de leur développement.

PESO est soutenu par les 3 gouvernements.

VI Questions / réponses

Jacques DUGHERA :

on prend la place du service public défaillant. Il y a un problème de démarche perverse possible quant au développement de l'entreprise (exemple du crédit agricole). Mettons donc nos compétences en adéquation avec ce que nous souhaitons demain (exemples : investir dans les cigales, aller chez biocoop plutôt que d'aller dans un supermarché classique, etc..)

Pascale CARON :

«L'utopie fait avancer le monde»: l'économie sociale et solidaire est une économie compétitive mais elle ne cherche pas le profit maximum ; c'est ce qui fait la différence avec l'économie classique.

Une 2^{ème} sorte d'économie sociale et solidaire se met en place , avec une volonté de communauté (LOCAL).

VII Tour de table final

Henrique PARRA :

Les indicateurs sont une question importante. Recherche permanente pour rendre compte des résultats.

La forme juridique : la gestion démocratique reste importante pour les brésiliens (ne pas faire de gestion centralisée et y faire attention, car elle apparaît très facilement).

Volonté de créer de nouvelles formes juridiques.

Il croit à la pluralité des mondes possibles, on peut choisir sa manière de consommer , vendre, acheter... L'économie solidaire est juste une des dimensions de cette économie plurielle.

Elisabeth BOST :

Elle revient sur l'utopie. Ce n'en est pas vraiment une, vu qu'aujourd'hui, on voit qu'on arrive à des choses dont on rêvait il y a 10 ans.

Jacques DUGHERA :

Ne pas oublier son droit de vote est important (mutuelles, syndicats..)

Joël LEBOSSE :

L'échange se fait quand on est capable de comprendre l'autre et son contexte (Cf. l'intervention de Maria Angert, Brésil : il faut comprendre, lors de tels échanges comme ceux de PESO le développement historique de chaque pays).

Il y a aussi un combat à mener dans le système éducatif pour montrer qu'il y a d'autres formes d'économie possible . une rentabilité sociale , ainsi qu'une rentabilité en rapport avec le bien commun est possible avec une efficacité économique. On ne savait pas que c'était impossible, alors on l'a fait.

Pascale CARON :

« produit intérieur doux » etc..

Ils font un travail sur de nouveaux indicateurs qui prennent en compte la dimension sociale. Mesurer autrement la rentabilité des entreprises pas uniquement sur la rentabilité financière.

TITRE : « Le Jeu n'est pas une marchandise – consommer n'est pas jouer »

Organisé par le réseau l'Udopiste(s) en partenariat avec deux associations parisiennes,

Texte écrit par Claude Carrara et Valérie Faucon de la Maison des Jeux de Grenoble :
LES LUDOPISTES AU FORUM SOCIAL EUROPEEN...

Il était une fois une troupe de « ludopistes » qui avaient décidé de se retrouver dans la capitale. Ils devaient rejoindre pleins d'utopistes moins ludiques et leur apporter la parole joueuse et la pratique conviviale. Fort de ces révélations, le monde devait changer et partout le jeu « libre et gratuit » devait enfin triompher.

Étaient donc au rendez-vous quelques membres du 'tout nouveau tout beau' réseau L'Udopiste(s) : la Maison des Jeux de Grenoble, la Maison des Jeux de Strasbourg, Dézépions de Brest, Wellouëj de Lille, la Cabane à Jeux de Marseille et bien sûr l'Union PeC.. Nous y retrouvons la toute jeune association parisienne « A quoi tu joues ? », contactée à l'occasion..

Nos objectifs ?...

- Proposer des temps d'animation jeux au public du FSE, afin de mettre en jeu nos pratiques et démontrer 'grandeur nature' en quoi le jeu pour le plaisir et dans la convivialité est objet de culture et créateur de lien social

- Animer un atelier autour du thème « *le jeu n'est pas une marchandise* » ou *comment la pratique ludique est menacée par la logique libérale...*

Comme pour beaucoup sans doute, la complexité de l'organisation de ce premier Forum à Paris ne nous a pas permis d'imaginer concrètement à l'avance nos interventions. L'improvisation a donc été de mise.

Côté animation...

Nous avons eu quelques difficultés, parmi les nombreux sites du FSE, à trouver le lieu idéal. Nous avons opté le jeudi pour le marché paysan de St-Denis (merci à la Confédération Paysanne qui a bien voulu nous fournir des tables), et le vendredi pour la grande halle de la Villette à Paris.

Certes, nous avons fait jouer et certains contacts ont eu lieu, mais nous n'avions sans doute pas assez de jeux ni de visibilité pour un impact fort auprès de nos amis altermondialistes...

Côté atelier...

Nous sommes à la fois satisfaits et frustrés... parmi les quelques 250 ateliers proposés dans le cadre du FSE, le nôtre n'a pas attiré les foules et seuls quelques néophytes curieux nous ont rejoints.

Merci à eux qui ont su interroger nos discours bien rodés et ont posé les questions qui nous ont obligés à revenir sur des termes que nous pensions explicites : « *libre et gratuit, ça veut dire quoi ? que ça ne sert à rien ?* », « *le jeu c'est un passe temps... quel rapport avec la culture ?* », « *qu'avez-vous donc contre les jeux éducatifs alors que vous soutenez que tout jeu est éducatif ?* », « *ça veut dire quoi : 'instrumentaliser le jeu' ?* », « *en quoi le jeu est-il un outil de transformation sociale et d'émancipation ?* »

Le débat s'est engagé, parfois tout près, parfois bien loin de ce que nous avons imaginé...

« *quelle différence entre pratique culturelle et objet de culture ? entre culture et patrimoine ?* », « *est ce qu'un jeu est le simple reflet d'une culture ou bien y participe-t-*

il » ...« le Monopoly nous a-t-il rendus capitalistes ? », «quelle pratique du jeu défendons-nous ? » «quel positionnement collectif avoir vis-à-vis des jeux consuméristes ? » « quelle différence entre la volonté de gagner, inhérente au jeu, et la compétition à tout prix ? »...

Un débat riche donc, nourri de nombreux questionnements et d'échanges, qui a su satisfaire, selon leurs dires, nos 'invités'. Reste sans doute aujourd'hui à le prolonger d'un écrit ; ce que le manque de temps ne nous a pas alors permis.

Pour conclure...

Nous pensions, et nous pensons encore, qu'il était important de nous réunir dans le cadre du FSE, parce que les valeurs que nous partageons y ont toute leur place.

Bien sûr, nous avons un sentiment d'inachevé, bien sûr nous nous sommes sentis tout petits et peu visibles au sein de la grande marée altermondialiste... Mais les quelques contacts créés à l'occasion, et notamment notre rencontre avec « A quoi tu joues », nous poussent à rester optimistes.

Souhaitons que l'Udopiste(s) poursuive son chemin et trouve l'énergie et l'enthousiasme nécessaires pour réitérer des actions collectives et mettre en pratique concrètement ce que sa charte défend.

Claude Carrara et Valérie Faucon Maison des Jeux de Grenoble, décembre 2003

Organisé par :

MES (Mouvement pour l'économie solidaire)

Soutenu par:

Le CNLRQ, Lilliput, l'ARDES Basse-Normandie et Picardie, APES Nord Pas de Calais, ACPES Ile de France. APEAS (PACA), ADEPES Midi pyrénées, MB2, Pactes locaux, Pôle d'économie solidaire de Dijon.

Rappel des objectifs de l'atelier :

I) Comment les activités d'économie solidaire s'inscrivent, s'enracinent dans un territoire, quelles contributions, quels échanges spécifiques produisent-elles?

II) Comment travailler ensemble "pour faire société" sur un territoire? Le rôle des Maisons de l'économie solidaire, des collectifs, des réseaux.

III) Quelles alternatives politiques construire

I - Contribution du réseau des régies de quartier: Comment répondent-ils à ces questions au niveau local, régional, et européen.

Le territoire, c'est le mot clé du CNLRQ, et sa traduction locale c'est le quartier. Ce sont les acteurs du quartier: les habitants, les élus, acteurs sociaux et bailleurs qui construisent ensemble, au sein d'une même association, une autre façon de répondre aux besoins de la vie quotidienne, en particulier tous ceux qui concourent à l'amélioration du cadre de vie. Le CNLRQ a vite compris qu'il lui fallait créer des instances régionales, les Conseils régionaux jouant un rôle de plus en plus grand au niveau de l'aménagement du territoire. Enfin les problèmes urbains mal maîtrisés étant au coeur du manque de cohésion sociale, partout en Europe, le CNLRQ a été partie prenante de la création de l'association européenne, qui est un lieu d'échanges entre les acteurs pour infléchir les politiques urbaines. Ce qui paraît difficile encore pour les régies, c'est de faire le lien au niveau territorial avec les autres acteurs de l'économie solidaire, construire des projets communs, défendre ensemble une autre vision du développement.

II- Le témoignage de l'approche régionale à partir de 2 structures: l'APEAS de Marseille et l'ARDES de Caen

Il s'agit de structures à vocation régionale avec 4 finalités:

- ◆ Favoriser l'émergence de nouveaux projets d'économie solidaire et accompagner leurs développements en mettant en place, méthodologies, outils financiers, logistiques adaptées
- ◆ Mettre en lien les structures associatives, les entreprises, les réseaux qui se reconnaissent dans ce champ. Contribuer a ce qu'ils travaillent ensemble et à les rendre lisibles et visibles sur leur territoire.
- ◆ Informer et animer le débat public (rencontres, journaux sites internet)

- ◆ Représenter collectivement les acteurs de l'économie solidaire au près des instances politiques locales et régionales.

Il y a encore beaucoup à faire pour que se construisent de tels outils dont la finalité n'est pas d'ordre corporatiste, (organisons nous pour avoir plus, si c'est cela, défendre sa filière est sans doute plus efficace), mais la transformation sociale, une autre façon de **faire société, en clair** un projet politique.

Enfin il ressort de ces deux témoignages la nécessité pour des structures régionales de pouvoir s'intégrer dans un mouvement national qui leur permettent à la fois de pouvoir échanger et mutualiser leurs expériences, leurs réflexions mais aussi d'inscrire leur action régionale dans une dynamique nationale.

Dans le court débat qui a suivi: témoignages de personnes qui à partir d'un champ particulier, la formation (ex DESS de Toulouse ou IUT de Chateauroux), le conseil en développement (MB2, les pôles d'économie solidaire de Dijon, une boutique de gestion) ou le développement local (ex l'UNADEL et son rôle dans sa réflexion sur les pays) aspirent à un rôle plus global, qui vise les 4 finalités décrites plus haut, mais souvent en contournant la question de l'économie solidaire.

Ex le pôle de Dijon explore une façon solidaire de soutenir des initiatives, qui ne relèvent pas toujours de l'économie solidaire et n'a que peu de moyens pour représenter l'économie solidaire et animer le débat public seul ou avec d'autres. Quels obstacles y a-t-il à lever pour faire lien avec les régies, avec l'ALPES du Creusot par exemple?

Autre exemple, il y a de plus en plus de lieux de formation à cette façon d'entreprendre. (DESS-IUT-IUP) ces lieux de formation et parfois de recherche pourraient-ils servir à formuler des politiques territoriales?

III - La contribution d'élus

Deux témoignages, celui de Christiane Bouchard à Lille et celui de Jean Philippe Magnen à Nantes qui ont montré en quoi des élus locaux peuvent organiser des espaces et proposer des moyens pour rendre visible, valoriser et soutenir l'économie solidaire (Ex les rencontres de Nantes, de Lille, les cycles de formation des acteurs etc...).

Mais les élus ont insisté sur la nécessité pour eux d'avoir un interlocuteur collectif capable d'enrichir le projet politique, de faire vivre démocratiquement ce modèle de développement économique à l'articulation du marché, du public et de l'économie citoyenne.

IV - La contribution européenne au débat

Trop faible, c'est Stéphan Rodarelli de Milan qui témoigne: Il a raconté comment à Milan c'est construit un espace de production et d'échanges de biens et de services, à l'écart des pouvoirs publics en travaillant la mutualisation entre producteurs de biens et de services solidaires, une sorte de "super marché" où services bancaires, ventes de produits équitables, circuits-courts, services à la personne, coopératives sont regroupés.

Il nous a fait part de son étonnement face aux soucis qu'ont les acteurs français à penser le développement de l'Economie Solidaire en impliquant l'Etat et les pouvoirs publics.

Cette question traverse aussi les réseaux et acteurs en France, même si le point de vue de développer l'ES à l'écart de l'Etat, ou sans l'interrogation des services publics est marginal en France. Or construire une réflexion et des propositions au niveau européen, passe par une

vraie analyse sur ce sujet, c'est tout le projet économique et social pour l'europe qui est interrogé.

V – Conclusions

Trois heures de débats avec 70 participants ont montré qu'il fallait se donner des outils pour avancer sur ce chantier. Il ne s'agit pas seulement de co-constituer un mouvement au sens organique du terme, pour rendre plus compréhensible aux yeux du grand public le projet de l'économie solidaire, il faut réfléchir aux échanges locaux, aux constructions territoriales, et aux conditions d'une parole collective à tous les niveaux et faire des choix stratégiques (Par quoi, on commence et pourquoi?).

Le MES se propose d'en faire un chantier prioritaire.

Organisé par

- Le MDS (mouvement pour le développement solidaire)
- L'AMI (Appui Mutuel pour un usage social de l'Information)

Le MDS et l'AMI ont tenu atelier... et c'était bien riche

Dès le départ, une bonne étoile : l'atelier était hébergé par ALEPH, un théâtre d'intervention fondé par des Chiliens réfugiés en France après le coup d'Etat de 1973. Rencontre intéressante avec des militants de cette compagnie franco-latino-américaine... (que nous avons eu le plaisir de voir en scène la semaine suivante pour un excellent spectacle intitulé *Le 11 septembre de Salvador Allende*).

L'atelier démarrait sur une question déclencheuse, élémentaire et complexe à la fois : comment partageons-nous nos savoir-faire solidaires ?

Au-delà des exemples décrits par les participants, il a permis de s'interroger : sur la notion de savoir-faire ; sur le contenu et le sens de la solidarité ; sur les conditions d'un accompagnement de projet, etc.

Il en est pour qui le *savoir-faire solidaire* peut tout simplement se trouver dans la cuisine, dans le partage convivial d'un repas ou dans un restaurant associatif qui soutient des projets au Sud, assaisonnant la solidarité avec un peu de « faire ensemble » joyeux. D'autres mettent l'accent sur la transmission de « tuyaux » ou le cheminement commun autour du montage d'initiatives diverses, sur la mutualisation d'expériences vécues et sur l'impossibilité d'en avoir une approche magistrale.

Plus improvisation que recette clé en main, certains ingrédients sont malgré tout recommandés pour l'obtention d'un savoir-faire solidaire : le processus mis en œuvre doit dépasser la seule technique, lui donner en tout cas une plus-value en terme de sens ; il est indissociable d'un réseau de relations entre personnes désireuses de partager et de montrer, sans forcément attendre quelque chose en retour. Et il s'appuie à la fois sur des objectifs (l'accès à l'autonomie, la recherche d'une voie à la fois spécifique et « reliée ») et sur une méthode : « *on partage le pain et le pas* », c'est-à-dire, simultanément, l'enjeu et le mode de transmission. En d'autres termes, la façon de cheminer ensemble a une influence sur le résultat que l'on cherche à atteindre.

Il y a bien aussi quelques questions problématiques : à quelles conditions le partage, l'échange, peuvent-ils avoir lieu ? Un contrat est-il nécessaire et quelle peut être sa forme (ce qui pose en même temps l'épineuse question des limites de la démarche) ? La solidarité est une attitude, un engagement individuel ; mais comment se traduit-elle *politiquement* ? Quels sont ses rapports avec la colère, la révolte, la lutte, le conflit ? Comment intègre-t-elle les désaccords et les phénomènes de pouvoir inhérents à un fonctionnement interindividuel ou collectif ?

Derrière cet atelier, une idée : produire un document qui, en même temps, serve de retour pour les participants/co-auteurs et puisse susciter une réflexion et un questionnement pour des lecteurs extérieurs. Vous l'avez compris : ce n'est qu'un début... Pour filer la métaphore culinaire, disons que, si la tambouille est bonne, elle va nourrir la pensée et l'action. Adelante, compañeros !

Organisé par : ADEL

Animation : Madeleine HERSENT

L'atelier « Femmes et économie solidaire » a été monté dans la dynamique du village solidaire de Saint-Denis, qui a fédéré environ 100 organisations de l'économie solidaire, désireuses de tisser des liens en Europe après la première impulsion d'échanges internationaux à Porto Alegre. Le Mouvement de l'Économie Solidaire a associé d'autres réseaux et collectifs qui font avancer la question « Femmes et Économie » dans des cadres et contextes différents : ASTER, ADEL, RE-ACTIVES, chantier « Femmes et économie » du Pôle Socio-Économie Solidaire de l'Alliance pour un Monde Responsable, pluriel et solidaire.

L'objectif de l'atelier est d'identifier les moteurs qui permettent aux initiatives de fonctionner et d'examiner les retombées de ces initiatives sur leur environnement.

Le tour de table montre la diversité des expériences qui mettent cependant toutes en évidence l'apport des femmes dans l'économie (qui n'est pas systématiquement qualifiée de « solidaire ») en Europe comme en Afrique, en milieu urbain autant que rural, et souligne, tout en reconnaissant sa complexité, l'intérêt d'une approche de genre.

Tous les participants partagent le constat selon lequel les femmes sont très présentes dans les actions de développement local et qu'elles contribuent massivement aux projets pour l'autonomie des communautés.

Toutefois, la question de la reconnaissance de leur rôle et de leurs apports reste entière, d'où l'intérêt d'analyser dans un cadre international des expériences mises en œuvre dans des contextes sociaux, économiques et culturels très divers, de manière à collecter des éléments de réflexion et de comparaison sur les stratégies, les compétences, les difficultés, les obstacles ... pour dégager quelques axes de travail concrets susceptibles de faire sortir de la marginalité les initiatives économiques des femmes.

Une expérience portugaise, à Setubal, montre comment, dans un contexte de crise économique (fermeture des chantiers navals et des conserveries), une démarche, mise en œuvre dans le cadre d'un programme européen (NOW), a permis, grâce à un accompagnement adapté, d'agir conjointement sur l'intégration économique des femmes (par la création de coopératives), la valorisation des ressources de la communauté, de sa créativité (auto-estime du groupe) et le développement économique du territoire.

L'implication des femmes (plus enclines que les hommes à s'intéresser à des démarches innovantes, à s'engager collectivement pour le mieux être de la communauté...) dans cette démarche de développement local a induit des changements importants dans le fonctionnement des institutions et de la communauté, a fait véritablement émerger la question du droit des femmes. Une action a d'ailleurs été menée avec de bons résultats sur les représentations des techniciens dans les administrations locales.

En Italie, c'est à partir de l'engagement d'un collectif féministe en faveur de la citoyenneté des femmes immigrées qu'est née, à Turin, l'association ALMA MATER qui a mené des actions concrètes pour intégrer dans l'économie les savoirs et les capacités de ces femmes,

faire reconnaître leurs droits, leurs compétences d'analyse sociale...jusqu'à faire aboutir un projet de loi pour le soutien aux initiatives.

Le centre ainsi créé est devenu un véritable pôle de référence sur la question Femmes à Turin : pépinière d'activités, accueil des femmes, analyse politique, travail sur la validation des effets sociaux de la démarche...

En France, à Rouen, le point de départ d'une autre initiative collective de femmes a été la situation vécue dans un quartier d'habitat social très dégradé et abandonné par les pouvoirs publics : exaspération des habitants face à une politique du logement très discriminatoire et raciste, affrontements des jeunes avec la police, montée du chômage, difficultés de cohabitation entre des communautés immigrées et des déracinés d'origine rurale...

La mobilisation d'un groupe de femmes (25 nationalités : autochtones, immigrées d'Europe de l'Est diplômées, femmes du regroupement familial désireuses de travailler...) s'est réalisée sur une base très politique et citoyenne avec la volonté de changer les représentations, de casser les logiques communautaires, de promouvoir d'autres visions du monde, de la différence, du respect...tout en apportant des réponses concrètes aux problèmes de précarité.

Un restaurant interculturel (PLEIN SUD), véritable espace de médiation sociale, a été créé par le transfert des savoirs faire traditionnels culturels et sociaux vers la sphère marchande et professionnelle.

Cette action montre comment des femmes ont décidé de prendre part à l'action politique alors qu'elles étaient complètement hors des circuits administratifs, institutionnels...comment à travers une activité économique avec une plus value sociale indéniable (même si elle n'est que peu reconnue par les pouvoirs publics)elles renégocient une place dans leur propre famille et communauté, comment elles conquièrent le droit de citoyenneté en prenant part aux discussions avec les élus, en prouvant leur capacité d'innovation sociale. Même si elles ne votent pas, ces femmes immigrées sont réellement et durablement impliquées dans la vie politique locale...

D'autres initiatives, au Sénégal, en Grèce, au Pérou... inscrites dans le réseau ASTER (actrices sociales des territoires européens ruraux) soulignent la part croissante des femmes dans les économies locales et font la preuve que l'on peut transformer l'économie en agissant au quotidien sur des territoires fragiles .

Les actions présentées ont en commun la dimension transversale : lutte contre la pauvreté, santé, éducation/ prévention, environnement... : coopératives agrotouristiques, banques communautaires, micro crédit, formation...

Leurs promotrices insistent toutes sur l'intérêt des échanges internationaux, la nécessité de trouver des solidarités nouvelles, d'être confortées...

Pour se développer et vivre ces initiatives doivent être en réseau et travailler au développement de compétences, à la validation des effets positifs par les pouvoirs publics locaux.

Le réseau est une condition de développement, il permet de gérer les relations au pouvoir, de garder le cap de la lutte contre l'exclusion, de la citoyenneté...d'éviter aux initiatives d'être happées par l'économie dominante...

Mais les réseaux sont souvent nés et ont été financés dans le cadre de programmes européens qui n'existent plus et ne sont pas relayés par d'autres dispositifs. Les réseaux d'acteurs ne disposent pratiquement d'aucun moyen.

Une mise en garde est faite concernant des réseaux qui se créent dans le sillage de forums et captent des financements alors qu'ils sont en fait des organisations classiques pyramidales. Alors qu'il est crucial de travailler de manière dynamique, vivante, de mutualiser des compétences et des moyens, de capitaliser des expériences pour réussir à convaincre ensemble.

1. UNE EXPERIENCE PLUTOT POSITIVE

- ✓ **Isabelle PLOUCHARD** : L'évaluation est positive au regard de la fréquentation importante du site. Le Village a permis de donner une visibilité à l'économie sociale et solidaire contribuant ainsi à sa reconnaissance en évitant toute dispersion. La stratégie élaborée au début a bien fonctionné. La réunion de l'Economie Sociale et de l'Economie Solidaire est vue de manière positive. Une démarche a été initiée, il convient d'aller maintenant plus loin dans cette stratégie de rapprochement. Dans cette optique, deux axes complémentaires se dessinent : l'interpellation politique et la stratégie de développement économique. Par ailleurs plusieurs questions restent en suspens : La fédération au niveau européen, comment fait-on ? Comment continue-t-on ce travail de fond ? C'est un chantier auquel on ne va pas répondre aujourd'hui. Qu'en est-il du rapprochement avec les mouvements sociaux ?
- ✓ **Madeleine HERSENT** : L'enjeu de ce forum social européen consistait pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire à se faire reconnaître comme parties prenantes d'une autre mondialisation parmi tous les altermondialistes. Ce pari est gagné. Le Village a été un des seuls événements un peu identifiable. Il est le fruit de toute une démarche enclenchée depuis plusieurs années aux divers Forums Sociaux, à la rencontre de Tours pour le rapprochement entre l'économie sociale et solidaire.
- ✓ **Daniel ARNAUDIN** : L'Economie sociale et solidaire a beaucoup d'avenir devant elle car elle est la seule piste qui donne une crédibilité à une démarche politique. Nous avons beaucoup de mal à faire percevoir le fossé qui existe entre le discours et la pratique. De nombreuses personnes sont venues pour savoir ce qu'on peut faire tous les jours. Par ailleurs, certains attendent que le mouvement de l'Economie sociale et solidaire déclare s'il est dans cette mouvance altermondialiste ou s'il est à l'extérieur. On ne peut pas raisonner comme ça. C'est un processus dans lequel tout le monde n'est pas au même stade.

2. DES AVIS MITIGES SUR NOTRE CAPACITE A COMMUNIQUER

- ✓ **Philippe AMOUROUX** : Le bilan est plutôt positif. Le Village, véritable lieu de rencontre sera une référence pour la suite du mouvement. Néanmoins, certains efforts restent encore à accomplir : nous n'avons pas suffisamment démontré la pratique, nous aurions également pu travailler davantage notre politique de communication pour parvenir à une meilleure médiatisation de l'événement.
- ✓ **Madeleine HERSENT** : Notre initiative n'intéresse pas la presse parce que nous ne sommes pas un événement. Nous avons bénéficié d'un effet d'entraînement parce que

c'est le Forum Européen. Cela n'aura pas d'impact régional si on ne l'impulse pas. Maintenant, cela a été un succès, donc on peut exploiter cela.

- ✓ **Laurent FRAISSE** : il n'y a pas eu une mobilisation suffisante de tous les acteurs sur la communication. Nous ne savions pas juste avant quelle serait la réussite. Nous pouvons nous féliciter d'avoir su nous adapter assez facilement aux imprévus et de la convivialité qui régnait dans ce lieu qui s'y prêtait tout à fait. En outre, le programme du village a été largement diffusé. En ce qui concerne les quelques ateliers qui n'étaient pas programmés dans le village, ceux-ci ont bénéficié d'une participation active y compris à Bobigny.
- ✓ Il y a une analyse à faire sur le contenu des séminaires. Le site village doit être alimenté à ce niveau là. Il convient de capitaliser le processus du village, en effet, celui-ci a bénéficié d'un grand investissement militant.
- ✓ **Jean Louis LAVILLE** : la première impression, vu de l'extérieur est un immense succès. Les rapports à la presse, ce n'est pas qu'on a été mauvais, mais il y a un vrai problème culturel et on n'a pas résolu le problème de la communication avec la presse, car la manière dont on voudrait communiquer n'est pas ce qu'ils veulent. Par rapport au lobbying, cela n'aura de possibilités de se développer que si l'on crée des espaces nouveaux, et non en venant se rajouter à des espaces existants. Est-il possible d'annoncer deux ou trois coopérations concrètes entre économie sociale et économie solidaire dans deux ou trois régions.
- ✓ **Laurent ASSATHIANY** : Il ne faut pas se préoccuper seulement de ce qu'on fait, mais de la manière dont on le fait, en particulier en ce qui concerne le fonctionnement démocratique. Sur la question des médias, ne peut-on pas avoir, en tant que collectif, une offre de formation vis-à-vis des journalistes du monde économique ? Sur la capitalisation, est-ce que le village ne peut pas aller vers une publication qui reprenne aussi le contenu des ateliers ? Nous pourrions envisager la rédaction d'une quinzaine de lignes traitant du sujet et suggérant quelques propositions alternatives.

3. Une dimension européenne insuffisante

- ✓ **Laurent FRAISSE** : Nous avons raté la dimension européenne. A part quelques appuis européens, nous n'avons pas réussi à mobiliser les partenaires européens. Nous pâtissons donc de l'absence de contacts en vue de la préparation du prochain Forum social européen qui se tiendra à Londres. Il faut en outre noter que dans d'autres pays, il y a de nombreuses personnes qui sont beaucoup moins réceptives à l'Economie sociale et solidaire.
- ✓ **Isabelle PLOUCHARD** : De quelle façon allons nous participer au FSE de Londres ? Au sein du réseau du commerce équitable, nous ne sommes pas parvenus à mobiliser au niveau européen. Il serait opportun de s'y rendre nombreux, afin d'éviter que l'économie sociale et solidaire soit insuffisamment représentée à ce forum social. Nous devons prendre une décision. En outre, il est important de rédiger une déclaration commune, sur nos thématiques et qui comprendrait des exemples concrets. Il faut rassembler nos propositions d'alternatives, sinon notre village n'aura servira à rien. Il faut mettre en avant des propositions concrètes.

- ✓ **Eric LAVILLUNIERE** : Comment améliorer la dimension européenne ? Il faut s'organiser car c'est aussi une exigence démocratique. On peut investir les prochains forums sociaux, mais de quelle façon ? Il existe également des espaces organisés par l'économie sociale institutionnelle dans lesquels l'économie solidaire est la bienvenue, mais que nous ne connaissons pas suffisamment.
- ✓ **Daniel ARNAUDIN** : on a su faire dans le cadre franco-français un coup. Comment reproduire dupliquer cette expérience là à Londres ? Les réseaux comme la CECOP doivent avoir un rôle très actif. Il faut mobiliser à différents niveaux au sein de l'économie au niveau institutionnel, et aussi sur le terrain. Et il y a un énorme travail. On est vraiment au point de départ de tout un processus.
- ✓ **Denis STOKKINK**(Belgique) : Ce Village fut un grand plaisir et une grande joie. Il fut extrêmement bien organisé. La présence européenne fut néanmoins insuffisante. Où se fait l'internalisation de l'Economie sociale et solidaire ? Les forums sociaux sont davantage une ouverture vers l'internationale en partant de l'approche du pays accueillant qu'une véritable rencontre de tous les européens.
- ✓ **Louise EVENO** : Il est regrettable de constater l'absence des organisations de coopération internationale au sein du Village. L'Economie sociale et solidaire doit être une préoccupation des Organisations de solidarité internationale, en dehors du commerce équitable.

3. Quel prolongement au Village ?

- ✓ **Gérald RYSER** : Nous nous sommes beaucoup investis sur les aspects matériels et moins sur les idées. Notre force tient à la diversité des activités que contient l'économie sociale et solidaire : de la production à la consommation. Nous avons rencontré une véritable difficulté au cours de la construction de ce village, à savoir la dilution progressive du groupe de personnes qui s'y sont impliquées.
- ✓ **Laurent ASSATHIANY**: Comment travailler sur la démultiplication de ce genre d'événement au niveau local ? Comment construire au niveau régional des espaces de rencontre ?
- ✓ **Laurent FRAISSE** : Il Nous faut engager une véritable discussion entre l'économie sociale et l'économie solidaire sur les formes du changement afin d'envisager les suites à donner au niveau européen et international. Il existe par ailleurs une difficulté d'agendas entre tous les rendez-vous des différents Forums et autres événements.
Il conviendrait d'organiser une réunion de capitalisation de ce qui s'est dit dans les différents séminaires et de monter un programme et des propositions politiques communes au niveau européen.
- ✓ **Madeleine HERSENT** : Nous devons tenir une réunion de travail du VESS sur les choix stratégiques. Je suis contre la fuite en avant des Forums tous les 6 mois. La préparation de ce village a mobilisé énormément de temps à chacun, cela ne peut être indéfiniment répété. Il faut avant tout engranger cette réussite.

- ✓ **Eric (Suisse)** : Un grand succès. Peut-être que cela a son sens que chaque pays creuse la réalité chez lui de l'ESS. On a énormément appris pour faire avancer des choses chez nous. L'ESS n'attire pas une population très jeune, par rapport au reste. Pour passer un cap supérieur, on aurait besoin d'outils de mise en œuvre de l'amélioration de nos secteurs. Au niveau européen, il pourrait y avoir une structure qui donne une meilleure visibilité à l'ESS qui crée le lien entre producteurs et consommateurs. Comment créer le marché parallèle auquel on aspire en créant ce lien ?
- ✓ **Gérald RYSER** : Ce qui a permis le rapprochement entre économie sociale et économie solidaire ainsi qu'une participation de l'économie sociale traditionnelle, c'est la participation de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale d' IdF. Cela a débloqué un certain nombre d'autres structures. La communication à l'intérieur de l'économie sociale et de l'économie solidaire et entre ces deux secteurs risque d'être toujours aussi laborieuse alors même que le village a remporté un véritable succès.
- ✓ **Eric LAVILLUNIERE** : Les fonctions du Forum social sont les suivantes : visibilité, rapprochement de l'économie sociale et solidaire confrontation avec d'autres. Il ne faut pas lui donner plus que ça. On ne va pas régler tous nos problèmes de réseaux ici. Quel objectif souhaite t'on donner à un prolongement de ce premier rapprochement ? Les Forums sociaux, n'en constitue qu'une partie, mais qui est lourde. Néanmoins, seul le Forum social peut déplacer 50000 personnes sur un événement.
- ✓ **?F** Quelle est la structure qui va animer ce débat d'idées, de confrontations ?
- ✓ **Laurent FRAISSE** : il faut organiser une réunion de capitalisation, laisser le temps de digérer tout ça.
- ✓ **Gérald RYSER** : Il est important de maintenir la structuration que nous avons mise en place. Nous sommes peut être les seuls à être dans ce type de démarche dans le mouvement altermondialiste.
- ✓ **Artisans du monde (un membre)** : Il serait intéressant de diffuser le savoir faire acquis avec la construction du village. De nombreux acteurs locaux sur d'autres territoires pourraient avoir envie de reproduire cet événement.
- ✓ L'économie sociale représente des choses très importantes sur le territoire. Mais l'économie solidaire représente une force militante importante sur le terrain.
- ✓ L'économie sociale est trop gestionnaire et l'économie solidaire à des militants. Elle aurait bien besoin de se ressourcer dans cette militance.
- ✓ **Denis** : Il convient de déterminer au niveau européen, quels sont les besoins de rencontre entre les mouvements altermondialistes et les acteurs de l'économie sociale et solidaire.
- ✓ Nous pourrions répertorier les mails des gens qui participent au village afin de leur diffuser ensuite des comptes-rendus ...

4. Bilan financier

Philippe AMOUROUX :

- ✓ Le budget a dû dérapier de 76 à 80k€
- ✓ L'impasse tourne à environ 15k€
- ✓ Faire une Assemblée Générale
- ✓ Faire un petit rapport financier dans lequel on valorise ce qui a été réalisé
- ✓ Dans l'immédiat, dès lundi un rapport financier et un bilan écrit aussi + relance du paiement des cotisations et soutiens.

Laurent FRAISSE : il faut relancer le plus tôt possible un appel à contribution pour combler le déficit du budget

- ✓ **Laurent ASSATHIANY :** Nous devons être attentifs à l'image que nous avons véhiculé à l'extérieur. Il faut dresser un état des lieux de ce qui a été dépensé et de quelle façon les décisions ont été prises.
- ✓ **Philippe AMOUROUX :** Nous avons décidé d'une transparence des dépenses et des choix, mais on ne l'a pas appliqué réellement.
- ✓ **Denis :** Nous pouvons noter qu'il n'y a pas vraiment eu d'engagement massif de toute l'économie solidaire au plan financier ...

« L'Economie sociale au Forum Social Européen »

PAR GERALD RYSER*

Lors du dernier Forum Social Européen à Paris- Saint Denis, la mise en place d'un Village de l'économie sociale et solidaire a permis à l'économie sociale d'être particulièrement remarquée.

En effet, dans un contexte mondial où 2,7 milliards de personnes souffrent de carences alimentaires graves, où 80% du revenu mondial sont absorbés par 17% de la population de notre planète, où tout près de nous, en Ile- de- France, une personne sur dix vit au dessous du seuil de pauvreté (chiffres récemment publiés par le MIPES**), l'économie sociale se devait d'être présente pour affirmer ses valeurs face aux dégâts du néolibéralisme.

Le thème central du village était : une autre économie est possible. Une centaine d'organisations françaises et européennes (CGSCOP, CECOP, CJDES, CEGES, Crédit coopératif, MAIF, MACIF, FMF, CRES IdF, ESFIN-IDES, FEBEA, ICOSI et que l'on m'excuse pour toutes celles que je n'ai pas citées) ont participé à cette aventure. A « l'Usine », en face du stade de France, près de 1500 m2 ont été consacrés à des séminaires, des ateliers, des stands, des expositions ainsi que des soirées festives et culturelles.

L'originalité de ce village tenait à sa composition : de la production à la consommation l'ensemble des acteurs était représenté. On y trouvait : coopératives de production, banques et finances solidaires, mutuelles et protection sociale commerce équitable et consommation citoyenne, organisation de solidarité internationale, initiatives d'économie solidaire...., Pendant ces trois jours, les différents acteurs du Village ont ainsi pu expliquer et démontrer à plusieurs milliers de citoyens en recherche d'alternatives que, face à un système économique dominant basé exclusivement sur le profit et la spéculation, la construction d'un autre modèle de développement en Europe était possible. Dès aujourd'hui, on peut proposer et mettre en œuvre d'autres manières de travailler, de produire et d'échanger, de consommer, de s'assurer, d'épargner...

Anne Françoise TAISNE, d'Artisans du monde (commerce équitable) et moi même pour les coopératives de production ainsi que la CRES IDF, nous avons pu intervenir dans deux assemblées plénières du FSE dont les thèmes étaient : « Mode de production et consommation soutenable, place de l'économie sociale et solidaire... » pour la première et « Créer et répartir les richesses autrement, responsabilités sociales et environnementales des entreprises... » pour la seconde.

Sans fausse gloire – ni fausse modestie - dans ces deux plénières, qui ont réuni chacune plus de deux mille personnes (avec traduction simultanée en six langues - Europe oblige), ce sont ces deux interventions qui ont été le plus applaudies. Car ils ont été nombreux au cours de ce débat, à prendre conscience qu'aucun changement véritable ne pourra se réaliser sans la mise en place d'autres règles économiques afin de créer et répartir les richesses autrement.

Pour ceux qui cherchent à construire une autre Europe, il était important que soit réaffirmée la nécessité qu'une économie doit être au service de l'homme et non du capital et de la finance (parts sociales contre actions), que la démocratie doit pénétrer dans les entreprises (une

personne/ une voix) que les dirigeants doivent être élus, que l'entreprise n'est pas un joujou avec lequel on peut spéculer...

C'est avec grand plaisir que nous avons accueilli vendredi après midi Gérard SARRACANIE Délégué interministériel à l'innovation sociale et à l'économie sociale, qui a ainsi pu se rendre compte que nos séminaires et ateliers faisaient salle comble et qu'il était même difficile de se frayer un chemin parmi les stands, tellement les visiteurs étaient nombreux.

Enfin, pour une fois, les grands médias de sont intéressés à nous ! Parmi eux, France 2 qui mardi soir au télé journal de 20h00, a illustré l'ouverture du Forum Social Européen par un reportage sur une entreprise alternative et exemplaire, en l'occurrence la coopérative Chèque déjeuner et France 3 national, le lendemain qui est venue avec ses caméras faire un reportage sur le Village, également présenté au «20 heures». Serait-ce la preuve que lorsque l'Economie sociale affiche fortement ses valeurs, le grand public et les médias s'y intéressent ?

* Vice – Président de l'Union régionale des SCOP d'Ile de France, Haute – Normandie, Centre Orléanais, Dom – Tom, membre de la CRES d'IdF, membre du conseil économique et social régional d'IdF.

** Mission d'information sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Ile-de -France